

Courrier international des mouvements sociaux

Le désespoir et la résistance en Grèce

Cette fois, la gauche radicale et les mouvements sociaux avaient prédit l'avenir. Lorsque la Grèce est entrée dans la zone euro lors des célébrations de triomphe, nous avons averti que les énormes inégalités entre les économies développées d'Europe du Nord (comme en Allemagne) et les relativement faibles de l'Europe du Sud (comme la Grèce), associées à un équilibre des forces politiques conservatrices, allaient inévitablement conduire à une pression énorme sur les salaires. Ne pouvant plus dévaluer la monnaie, et n'ayant pas de mécanisme européen pour compenser les différences énormes entre les différentes économies européennes, tous les efforts d'ajustement économique allaient porter sur la «variable» du coût de la main-d'œuvre directe et indirecte. Dix ans plus tard, notre prédiction sinistre (qui à cette époque était accusée d'être «de gauche» et «dogmatique») s'est avérée tout à fait juste.

Lorsque la Grèce a vécu son rêve glamour des Jeux olympiques de 2004, nous étions peu nombreux ceux qui ont résisté à la «nouvelle grande idée» de notre glorieuse et historique nation. Le résultat de la «de la puissante Grèce» était une véritable catastrophe: le coût entre 20 et 30 milliards d'euros (personne ne connaît le chiffre exact) pour des investissements tout à fait contre-productifs. Athènes est maintenant plein d'énormes stades fermés que personne n'utilise...

Néanmoins, quand le jour du Jugement est arrivé, presque personne ne se souvenait de ce que furent les mots des hommes politiques néolibéraux et les médias de masse il y a à peine quelques années. En conséquence, le nouveau gouvernement «socialiste» a réussi à trouver des boucs émissaires pour les difficultés financières nationales: D'une part, notre pays sans défense (qui a été si puissant il y a quelques années) a été présenté comme la victime de l'étranger "international" spéculateur. D'autre part, la crise serait le résultat de problèmes structurels chroniques de l'économie grecque: trop grand secteur public, trop grand nombre (et bien payé) d'employés du secteur public. La faillite aurait été inévitable si le pays n'était pas en mesure de trouver 24 milliards d'euros sur Avril et Mai afin de financer son déficit public ou si elle avait continué à emprunter sur les marchés internationaux avec un intérêt de 6,3%. Pour éviter la faillite, le pays a dû regagner la confiance de l'Union européenne et les marchés internationaux afin de trouver de l'argent à faible taux d'intérêt de sa dette publique. Et le meilleur moyen de regagner la confiance des «marchés» est de prendre des mesures douloureuses contre vous propre peuple. Il s'agit d'un véritable chantage: si les travailleurs n'acceptent pas les mesures d'austérité, le pays sera conduit à la faillite.

Le pacte de stabilité et de développement du programme élaboré par le gouvernement grec et l'UE est vraiment pénible: Environ 10% de réductions des revenus des salariés du public, une augmentation de 2% de la TVA, 10% des réductions dans les dépenses publiques, 2 ans de travail de plus pour la retraite, 100 millions d'euros de diminution dans le budget de l'éducation. L'objectif du gouvernement est de sauver plus de 4 milliards d'euros et d'envoyer le message à l'UE et les marchés internationaux qu'il est pleinement fidèle au dogme du fondamentalisme néo-libéral.

Malgré son caractère antisocial, le plan ne semble pas convaincre les marchés internationaux et les taux d'intérêts de la Grèce sont encore trop élevés (plus de 6%). En conséquence, un plan de sauvetage de l'UE est ante portas. Pour l'instant, la forme exacte de ce plan de sauvetage n'est pas encore connue. Mais nous sommes à peu près sûr que l'«Aide » Européenne, en plus des politiques de notre gouvernement, conduira à une faillite sociale inévitable. Les prévisions de la Deutsche Bank sont terrifiants: récession de -7,5% du PNB d'ici 2012, 20% de chômage (environ 1 million de personnes). La seule chose qui va très certainement être sauvée par la stabilité et le développement des programmes sont les profits des spéculateurs internationaux et des employeurs grecs (en réalité, le programme est la mise en œuvre de tout ce que la Fédération des employeurs grecs ont demandé depuis 20 ans).

Bien sûr, il y avait un autre chemin à prendre, et une politique économique alternative est toujours possible. Bien que, la dette publique de la Grèce (113% du PNB) est plus grande que la dette publique du reste du groupe Euro, si on ajoute la dette privée, la somme est 173% du PNB, ce qui est bien inférieur au reste du groupe Euro (et même un pays très développé comme le Japon a une dette publique de 200%). Avant l'ère de l'euro, en 1993, la Grèce utilisait 14% de son PNB pour le financement de sa dette, maintenant cela lui coûte 6%. Comme nous pouvons le

voir, la dette de la Grèce n'est pas si grande. Le vrai problème est que la zone euro repose sur des règles extrêmement rigides ,néolibérales, qui exagèrent l'importance de la dette publique et rendent très difficile son financement (par exemple, il n'est pas autorisé à émettre un emprunt, adressé au marché intérieur).

En plus il y avait d'autres moyens pour le gouvernement grec pour trouver l'argent nécessaire. Par exemple, auprès des propriétaires de navires commerciaux (la Grèce est le numéro 1 mondiale) de véhicules commerciaux avec plus de 4.000 navires sous pavillon grec) en récupérant la TVA pour les biens qu'ils achètent dans les ports grecs, ce qui représente d'environ 6 milliards d'euros perdus par l'Etat chaque année , tandis que les économies du programme de stabilité sont estimés à moins de 5 milliards d'euros. L'an dernier, les armateurs grecs ont versé moins d'argent en impôts que l'argent payé par les immigrés (par les taxes pour obtenir leur carte verte). Outre cela, la majorité des employeurs grecs ont transféré leurs actifs dans des sociétés chypriotes (taux d'imposition de 10%); l'église grecque orthodoxe est exemptée d'impôts (nos guides spirituels sont les champions nationaux dans l'immobilier: ils possèdent des forêts, des champs, des lacs et des milliers des bâtiments) ; chaque année, les employeurs laissent impayés, illégalement, plus de 8 milliards d'euros au système de sécurité sociale; 800.000 petites et moyennes entreprises payent les mêmes impôts que l'employé dont le salaire est d'environ 2.000 euros par mois; les banques grecques ont reçu 28 milliards d'euros de fonds publics au début de la crise et maintenant elles spéculent sur la dette publique (en réalité la majorité des spéculateurs «internationaux» sont grecs, allemands et français) ...), et chaque années 4% du PNB sont consacrés aux dépenses militaires (c'est à dire, 10 milliards transférés aux États-Unis et à l'Union européenne pour les industries des armes).

Tout cela indique que le gouvernement pourrait prendre l'argent des riches, mais elle a préféré le prendre aux pauvres. Il s'agit d'un choix de classe au nom de l'urgence nationale.

Enfin, nous ne devons pas oublier le niveau européen. La catastrophe sociale dont le peuple grec souffre aujourd'hui est le produit de la structure néo-libérale de l'union monétaire et financière européenne. Une monnaie commune sans budget commun, un marché européen unifié sans aucun mécanisme de transfert des ressources des riches vers les pauvres, un pacte de stabilité fondé sur le dogme néolibéral le plus dure, dont le seul intérêt est le profit et qui se fout pas mal du peuple. La crise montre qu'il est impossible de vivre sous les règles de Maastricht.

La Grèce a toujours été un pays d'inégalité sociale énorme. Il est caractéristique que, bien que le pouvoir d'achat Grec est à 92% de la moyenne de la zone euro, les salaires ne sont qu'à environ 70%. Mais maintenant, la réalité sociale créée par les nouvelles mesures n'est tout simplement pas durable. Non seulement le peuple ne peut vivre avec une telle réduction du revenu, non seulement le marché intérieur sera gelé pendant de nombreuses années, mais surtout il n'y a aucun espoir que nous puissions sortir de cette misère. Ce sentiment de désespoir s'aggrave par le sentiment amer que nous avons été laissés seuls par les Européens ; et ce qu'on appelle « l'aide de l'UE » est dans le style politique du FMI et va conduire à un type de crise sociale tiers-mondiste. Depuis la fin de la de la guerre civile à la fin des années 40, on n'a pas connu un tel manque d'espoir dans la société grecque.

Bien sûr, le désespoir ne conduit pas automatiquement à la résistance. Beaucoup de gens pensent que rien ne peut être fait. Il est déjà difficile de battre le gouvernement, mais il semble vraiment impossible de battre en même temps, le gouvernement grec, de l'UE, le FMI, l'Allemagne, la France, les marchés mystérieuse internationale, le monde entier qui est unie contre la classe

ouvrière grec. D'autre part, il y a de plus en plus du gens qui se retourner contre le gouvernement et les mobilisations sont de plus en plus grand. Deux très réussie des grèves générales, des manifestations monstres dans toutes les grandes villes, des actions et des événements, la formation de base des syndicats et des comités locaux de coordination, de la résistance courageuse à la politique des provocations. Les travailleurs/euses sont en mouvement, même contre la volonté des dirigeants de la Confédération Général des Travailleurs. Et pour l'instant, il semble que plus les gens vont ressentir les effets des nouvelles mesures, plus la résistance sera plus forte.

Yannis Almpanis

(membre du Réseau pour les droits politiques et sociales),

yannisalmpanis@hotmail.com

Le sens de la crise grecque

Il a été dit beaucoup de choses sur la crise et la Grèce ces dernières semaines, des plus nauséabondes [1] aux plus confuses. Il en résulte un argumentaire exportable dans tous les pays développés. Les médias ont abondamment repris le message officiel qui tient en 5 chapitres :

- 1) La Grèce a triché pour cacher une dette publique « insoutenable » ;
- 2) Elle est au bord de la cessation de paiement comme d'autres pays de la zone euro ;
- 3) L'Union européenne compatit mais n'y peut rien si ce n'est encourager des plans de rigueur et demander la mise sous tutelle du pays;
- 4) La Grèce doit prendre des mesures d'austérité pour réduire son déficit public;
- 5) La sortie de crise des pays développés implique des plans d'austérité et de rigueur de même nature. Il faut décoder ce message idéologique destiné en fait à tous les peuples des pays du Nord.

1) La Grèce a triché pour cacher une dette publique «insoutenable»

Oui sans doute et cela révèle un État gangréné par la corruption et les petits arrangements entre amis. Il semble établi aujourd'hui que la banque américaine Goldman Sachs, par des montages complexes (swaps de devises) et des produits dérivés, ait permis au gouvernement grec de réduire fictivement sa dette publique de plus de 2 milliards d'euros [2] au moyen d'un prêt invisible. Cela avait permis à la Grèce d'entrer dans la zone euro. Il est également établi que les gouvernements successifs depuis 2001 ont fermé les yeux sur cette minoration de la dette publique.

Mais elle n'est pas la seule et les pays de la zone euro font assaut d'hypocrisie en la matière.

En 1996, l'Italie a eu recours à des swaps avec la banque J.P.Morgan pour réduire artificiellement son déficit. Depuis, Berlusconi a cédé pour 10 Mds d'euros les droits d'entrée des

musées nationaux à une société financière qui reçoit en échange 1,5 Mds d'euros par an pendant 10 ans. La France, elle, a émis en 2000 des emprunts et inscrit le remboursement des intérêts à la fin d'une période de 14 ans. En 2004, Goldman Sachs et Deutsche Bank ont réalisé un montage financier pour l'Allemagne appelé « Aries Vermoegensverwaltungs ». L'Allemagne aurait ainsi emprunté à des taux largement supérieurs à ceux du marché, uniquement pour éviter que la dette n'émerge dans les comptes publics [3].

Relativiser le « gouffre abyssal » de la Grèce

La Grèce aurait donc un déficit de 12,7% et non de 6% comme annoncé par l'ancien gouvernement et une dette publique de 115% mais si on compare à d'autres pays, il n'y a pas de quoi hurler avec les loups. Le coût du service de la dette était de 14% du PIB en 1993, il est maintenant de 6% ! La situation des comptes de l'État grec est certes loin de l'équilibre mais elle est moins dégradée comparativement à d'autres pays du Nord.

| | 2007 | 2008 | 2009* | 2010** |
|-------------|-------|-------|-------|--------|
| Austria | 59.4 | 62.5 | 70.4 | 75.2 |
| Belgium | 84.0 | 89.6 | 95.7 | 100.9 |
| Finland | | 33.4 | 39.7 | 45.7 |
| France | 63.8 | 68.0 | 75.2 | 81.5 |
| Germany | 65.1 | 65.9 | 73.4 | 78.7 |
| Greece | 94.8 | 97.6 | 103.4 | 115.0 |
| Ireland | 25.0 | 43.2 | 61.2 | 79.7 |
| Italy | 103.5 | 105.8 | 113.0 | 116.0 |
| Netherlands | 45.6 | 58.2 | 57.0 | 63.1 |
| Portugal | 63.5 | 66.4 | 75.4 | 81.5 |
| Spain | 36.2 | 39.5 | 50.8 | 62.3 |
| Euro Zone | 66.0 | 69.3 | 77.7 | 83.6 |

*Estimation; ** Prevision; Source: Eurostat

Ni la Commission européenne, ni Eurostat et encore moins les agences de notation, n'ont de leçons à donner à la Grèce !

Depuis 2001, la Commission européenne ne pouvait ignorer le peu de fiabilité des comptes présentés par la Grèce. Elle n'avait qu'à regarder les comptes des administrations centrales de ce pays pour mesurer le déficit permanent du budget de l'État grec, de voir la multiplication des commandes d'armements,

d'apprécier le coût des Jeux Olympiques de 2004 et les comparer aux moyens budgétaires et aux réserves détenues par la Banque centrale grecque pour comprendre que la dette officielle (rendue présentable pour intégrer la zone euro) n'était pas celle annoncée. Elle ne pouvait l'ignorer mais en réalité ne voulait pas le dénoncer.

L'intégration de la Grèce dans la zone euro lui était nécessaire pour des questions politiques et géostratégiques. Les meilleurs avocats de la Grèce étaient, en 2001, la France (2eme fournisseur en armement de la Grèce) et l'Allemagne. Les banques de ces deux pays détiennent aujourd'hui 80% de la dette grecque.

Du côté d'Eurostat, pas de leçons non plus à donner !

Selon l'agence Bloomberg, Eurostat était parfaitement au courant de cette opération. C'est aussi au nom de règles comptables bien arrangeantes que l'institut statistique de l'UE écarte des encours des dettes publiques, les milliards d'euros donnés aux banques sans contrepartie dans le cadre des plans de sauvetage (décision SEC de juin 2009). C'est le même Eurostat qui permet de ne pas intégrer dans l'encours de la dette publique les montants des emprunts lancés par les États (« grand emprunt » en France, emprunts grec et portugais). Et pourtant, les contribuables (ceux qui ne bénéficient pas des réductions d'impôts accordées aux classes aisées) devront bien régler ces sommes d'une façon ou d'une autre.

Quant aux agences de notation, quelle fiabilité leur accorder ?

Elles ont une crédibilité sacrément sujette à caution, elles qui notaient au plus haut Lehman Brothers trois jours avant sa faillite et triple A, les subprimes titrisés !

Ces mêmes agences « extralucides » font pourtant la pluie et le beau temps sur les marchés financiers, y compris ceux non réglementés dits OTC (Over The Counter – « de gré à gré ») tels le marché des produits toxiques ou des CDS (Credits Default Swaps- assurances contre le risque d'impayés). Elles sont intimement liées aux banques anglo-saxonnes (et notamment à Goldman Sachs et à Citibank).

Ces agences ne travaillent pas avec une boule de cristal, mais avec les données fournies par

l'émetteur de l'emprunt considéré ou de la mise sur le marché de tel ou tel produit. Dans le cas qui nous occupe, elles n'ont abaissé la note des emprunts d'État qu'une fois que de nouvelles données ont été fournies par le gouvernement grec lui-même après le changement de majorité.

2) La Grèce est au bord de la cessation de paiement comme d'autres pays de la zone euro

Le message a une fonction première : celle d'augmenter les taux de rémunération (primes de risque) et donc les profits des prêteurs (dont Goldman Sachs et des hedge funds). L'emprunt émis par la Grèce s'est ainsi négocié à 6,40 % soit le double de ce qu'un créancier pouvait espérer en la matière. A noter que cet emprunt de 5 milliards d'euros a reçu, lors de l'appel d'offre, 3 fois l'offre initiale [4]. Beau démenti de la part des financiers pour un pays considéré comme « au bord de la cessation de paiement ».

L'idéologie dominante a une propension à comparer la situation du budget de l'État avec celui d'un ménage ou d'une entreprise, ce qui n'a aucun sens. Un État, à la différence d'un ménage ou d'une entreprise, a toujours la possibilité d'augmenter ses recettes via l'impôt. C'est, avec une espérance de vie bien supérieure, une différence essentielle et la raison qui rend absurde cette comparaison. L'État américain existe depuis 221 ans et accumule de la dette depuis 1837, soit 173 années consécutives [5].

La seconde raison d'être de ce discours alarmiste est de préparer l'opinion publique à accepter une cure de régression sociale et d'austérité. Le gouvernement grec a aussi toute latitude de procéder à une réforme en profondeur de la fiscalité pour abolir les cadeaux fiscaux et sociaux faits aux classes aisées et aux entreprises, imposer les revenus du capital et de la rente, bref d'augmenter ses recettes fiscales pour supprimer son déficit budgétaire. C'est bien une question de choix politique que le PASOK (Parti socialiste en Grèce) choisit de ne pas faire parce qu'il est d'accord sur l'essentiel du néolibéralisme : le monde grec est et doit rester dans une économie néolibérale de marché !

Les politiques publiques menées depuis plusieurs dizaines d'années par les gouverne-

ments successifs ont accru les déficits publics et le stock de la dette publique. L'entrée dans la zone euro (2001) n'a fait qu'amplifier ce phénomène. (cf. les tableaux 2, 3 et 4 ci-dessous).

3) L'Union européenne compatit, mais n'y peut rien si ce n'est exiger des plans de rigueur et demander la mise sous tutelle du pays

La Banque centrale européenne (BCE) n'a pas le droit de prêter aux États !

Alors que la Banque centrale européenne a prêté massivement aux banques privées en 2008-2009 pour les sauver de la faillite, elle n'est pas autorisée à en faire autant à l'égard des pouvoirs publics des États membres. C'est un comble.

Il faut dire que l'article 123 du Traité de Lisbonne stipule l'interdiction faite à la BCE et aux Banques centrales des États membres de procéder à « l'acquisition directe auprès [des autorités publiques, des autres organismes ou entreprises publics des États membres] des instruments de leur dette ».

Donc, pas d'acquisition « directe » (et pas d'aide aux États) mais des prêts préférentiels sont pourtant accordés aux banques qui déposent en garantie ... des titres des obligations des États (dont ceux de l'État grec !).

Belle hypocrisie que cette mécanique permise par le Traité de Lisbonne.

La Banque Européenne d'Investissement, dont on connaît l'amoralité dans les pays en développement [6] ne peut pas non plus financer le déficit grec ? Sur le papier, c'est vrai. Mais dans la « vraie vie », elle finance bien des projets d'investissement discutables qui creusent le déficit public et augmentent la dette publique comme les Jeux Olympiques de 2004 dont le coût total n'est toujours pas connu (estimé entre 20 et 30 milliards d'euros).

4) La Grèce doit prendre des mesures d'austérité pour réduire son déficit public

C'est là où les tenants du capitalisme économique et financier veulent en venir ! Prenant prétexte d'une dette publique considérée comme « insoutenable », le gouvernement impose, au nom d'un assainissement budgétaire, une cure d'austérité sans précédent à sa population : fin des mesures de relance, gel des salaires des fonctionnaires en 2010, baisse de 10% des primes et de 30% des heures supplémentaires dans la fonction publique, 10% de baisse aussi des dépenses publiques dont 100 millions d'euros en moins pour l'éducation, réduction des dépenses hospitalières, allongement de 2 ans de l'âge de départ en retraite qui passe ainsi à 63 ans, gel des embauches, réduction des CDD dans la fonction publique, augmentation des taxes sur les combustibles,

Table 2: Comparison of the Fiscal Policies, Greece and EU 27

| | Fiscal Revenues as % of GDP | | Max. Legal Tax on Earnings | | Corporate Tax | |
|---------------------|-----------------------------|------------|----------------------------|------------|---------------|------------|
| | Greece | EU Average | Greece | EU Average | Greece | EU Average |
| 2000 | 34.6 | 40.6 | 45% | 44.70% | 40% | 31.90% |
| 2006 | 31.3 | 39.7 | 40% | 39.10% | 25% | 23.60% |
| 2007 | 32.1 | 39.8 | 40% | 37.80% | 25% | 23.50% |
| Variation 2007/2000 | -2.5 | -0.8 | -5 | -6.90% | -15 | -8.4 |

Source: Eurostat

Table 3: Fiscal Deficit as % of GDP

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|-----------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Greece | -3.7 | -4.5 | -4.8 | -5.6 | -7.5 | -5.2 | -2.9 | -3.9 | -7.7 | 12.7 |
| Euro Zone | 0 | -1.8 | -2.5 | -3.5 | -2.9 | -2.5 | -1.3 | -0.6 | -2 | NA |

Source: Eurostat

Table 4: Public Debt as % of GDP

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--------|-------|-------|-------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Greece | 103.4 | 103.7 | 101.7 | 97.4 | 98.6 | 100 | 97.1 | 95.6 | 99.2 | 113.4 |

Source: Eurostat

le tabac, les téléphones portables, hausse de 2 points de la TVA...

Et l'Union européenne en veut plus ! Elle exige des réformes structurelles qui concernent l'ensemble des administrations, la libéralisation du marché des marchandises, la flexibilisation du travail, des réformes en profondeur des retraites et de la santé...

Au bas mot, c'est 15% de chômage au moins et une contraction de 7,5% du PIB qui attend le peuple grec à court terme, selon les prévisions de la Deutsche Bank.

Et pourtant, d'autres solutions budgétaires internes existent !

Les économies attendues avec le plan d'austérité sont de l'ordre de 5 Mds d'euros. D'autres choix sont pourtant possibles ! Ainsi, la Grèce est le pays de l'UE dont les dépenses militaires sont les plus importantes en pourcentage du PIB national. Elles atteignaient 9,642 Mds de dollars en 2006 [7]. En 2008, la Grèce tenait le premier rang européen avec 2,8% de son PIB consacré à l'armement et ce chiffre n'inclut pas la totalité des dépenses militaires [8]. Ce coût considérable pour le budget de l'État profite d'abord aux industries d'armements américaines et européennes.

La Grèce est aussi le numéro 1 mondial des flottes commerciales avec plus de 4 000 navires qui ponctionnent chaque année l'État grec de près de 6 Mds d'euros de TVA grâce à des mécanismes avantageux.

La majorité des gros employeurs ont transféré leurs actifs dans des sociétés off-shore chypriotes (et n'y sont imposés qu'au taux de 10%). L'église grecque orthodoxe est exonérée d'impôt, bien que championne nationale de détention de biens immobiliers.

Les banques grecques ont perçu 28 Mds d'euros de fonds publics au titre de plans de sauvetage sans aucune contrepartie et maintenant, elles spéculent contre la dette publique en toute impunité. Les moyens existent donc de faire autrement

Ils supposent une réforme en profondeur de la fiscalité mais le gouvernement PASOK, au service des capitalistes, a choisi de laisser les choses en l'état et de faire

payer les pauvres pour rester dans la zone euro, pourtant source de déréglementation et de perte de souveraineté nationale, au nom de la « concurrence libre et non faussée ».

5) La sortie de crise des pays développés implique des plans d'austérité et de rigueur de même nature

Dans tous les pays développés, le même message est reproduit par les gouvernants et les médias. Que ce soit au Portugal où le gouvernement s'est lancé dans un vaste programme de privatisation des services publics ; en Espagne, empêtrée dans la crise immobilière et qui connaît un taux de chômage autour de 20% ; en Irlande dont le déficit budgétaire est voisin de celui de la Grèce ; en Italie qui détient le record de l'UE avec une dette publique à 127% de son PIB ; ou encore au Royaume-Uni dont le déficit dépasse désormais les 14,5%.

Les autres pays européens doivent s'attendre aussi à passer à la moulinette des plans d'austérité. Les projets de réforme des régimes de retraite et la casse des systèmes de santé et de sécurité sociale sont déjà partout à l'oeuvre en Europe.

Une chose est certaine : l'argent public, obtenu à taux très faible par les grandes banques privées auprès de la Banque centrale européenne, n'ira pas aux ménages ni aux entreprises. Les encours de crédit ont massivement diminué en 2009 partout en Europe. Cet argent va déjà et ira de nouveau à la spéculation sur le « risque souverain », la dette publique. Aujourd'hui, la Grèce ; demain, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande. Après-demain, la Belgique, la France... La zone euro se trouve complètement éclatée et révèle son véritable visage : c'est un système construit pour les économies les plus riches sur le dos des plus pauvres.

Conclusions provisoires et six propositions

L'Union européenne est en faillite politique : avec une monnaie commune mais une concurrence fiscale et sociale entre ses États membres, avec son marché commun mais sans aucun mécanisme de transfert de ressources des riches vers les pauvres,

avec son dogme néolibéral qui écrase les peuples, elle est incapable de fournir une réponse à la crise pour sa population.

En retour, les peuples commencent à organiser la riposte et se mobilisent : deux grèves générales massives et consécutives en Grèce, des manifestations monstres dans la plupart des grandes villes ; à 93%, les Islandais ont refusé le paiement des dettes privées prévu par la loi Icesave [9] ; des manifestations impressionnantes au Portugal ; des manifestations aussi le 23 mars qui marquent le début d'un 3ème tour social en France. Le vent se lève partout en Europe et porte le refus des salariés, des retraités et des pauvres, à faire les frais de la crise.

Ce qui manque à ces mobilisations, outre de rompre avec l'isolement des luttes, c'est un débouché qui fasse le lien entre le social et la réponse politique. Partout en Europe, les mouvements sociaux ont besoin de porter des éléments de programme alternatifs pour répondre à la crise systémique, faisant le choix de la défense et de l'élargissement des droits collectifs contre la logique de la valorisation du capital.

La question centrale posée par ces « crises-prétextes » des dettes publiques au Nord tient en une autre répartition des richesses.

Pour cela, il faut tenir deux fers au feu : augmenter les salaires en prélevant sur les dividendes et mettre en œuvre une réforme fiscale d'ampleur.

Augmenter les salaires serait porteur d'un désendettement des ménages et ouvrirait des débouchés à la production de biens et de services.

Il faut également une réduction radicale du temps de travail avec maintien des salaires et embauches compensatoires. Cela permettrait de répondre à la fois au problème du chômage, à celui du financement de la sécurité sociale (grâce à l'augmentation du nombre de cotisants) et à l'insuffisance de loisirs pour ceux qui travaillent.

Une réforme fiscale harmonisée à l'échelle européenne permettrait d'annuler les nombreuses niches fiscales, de rétablir une fiscalité progressive pour tous les revenus

(impôts sur le revenu et impôt sur les sociétés), de réduire ou de supprimer les impôts indirects qui frappent surtout les plus pauvres (TVA, taxes sur les produits pétroliers), instaurerait un impôt exceptionnel sur les revenus financiers et sur le patrimoine des créanciers de la dette, sans oublier la taxation des autres revenus du capital et de la rente immobilière.

Une politique budgétaire assainie de notre point de vue devra aussi annuler les nombreuses exonérations de cotisations sociales des entreprises, augmenter les cotisations des employeurs, et ainsi garantir un développement de la protection sociale pour tous et un niveau correct des retraites et des pensions.

Enfin, le système financier a fait la preuve de sa nocivité sociale. Il faut exproprier les banques ainsi que les autres organismes financiers, les transférer vers le domaine public et les placer sous contrôle citoyen.

C'est aussi la nécessité de procéder à un audit citoyen des dettes publiques, d'en mesurer la légitimité ou l'illégitimité (qu'ont-elles financé ?).

Mettons ces propositions en débat pour déterminer un cahier de revendications.

Pascal Franchet (CADTM, France)

Notes

[1] Des « bons mots » empreints de racisme comme le titre de l'article du journal Le Monde du 6 février 2010 « La "mauvaise Grèce" met l'euro sous tension », à l'acronyme « PIGS », cochons en anglais (Portugal, Irlande, Grèce et Espagne-Spain) inventé par le très libéral journal The Economist.

[2] « Avec la complicité de Godman Sachs, elle a ainsi amélioré la présentation de ses comptes, et c'est ce qui lui est reproché. Pourtant ce gain a été marginal. Les transactions incriminées, réalisées en 2001, auraient abaissé la dette grecque de 2,367 milliards d'euros, faisant passer celle-ci de 105,3 à 103,7% du PIB sur la période concernée. » <http://www.irefeurope.org/content/l...>

[3] <http://www.lexpansion.com/Services/...>

[4] Dépêche AFP du 4 mars 2010

[5] « Cessons de comparer le budget du gouvernement à celui d'un ménage », par Randall Wray, <http://contreinfo.info/article.php3...>

[6] Sur le site des Amis de la terre : <http://www.amisdela-terre.org/-Banqu...>

[7] Dépenses militaires mondiales www.julg7.com

[8] Source OTAN = <http://www.nato.int/docu/pr/2009/p0...>

[9] Voir Olivier Bonfond, Jérôme Duval, Damien Millet « Ouf ! les Islandais ont dit massivement 'non' » <http://www.cadtm.org/Ouf-les-Island...>

Ouf, les Islandais ont dit non !

« *Icesave* ». Cette loi prévoyait la nationalisation de dettes privées et l'imposition de mesures économiques antisociales afin de trouver les fonds pour rembourser ces dettes. Avec une participation qui dépasse les 60%, le Non a remporté sans surprise une écrasante victoire : environ 93% des suffrages exprimés. Cela constitue surtout une victoire importante contre le néolibéralisme. Ce sera aussi une victoire pour la démocratie si, contrairement à ce qui s'est passé en France et en Irlande récemment, le choix des Islandais est respecté.

Petit pays de 320 000 habitants sans armée, l'Islande a subi de plein fouet la crise financière actuelle. Des milliers de ménages ont perdu leur travail ou ont été expulsés de leurs logements. Dans le même temps, l'Etat a déboursé des centaines de millions d'euros

Kaupthing, Landbanski et Glitnir), totalement privatisées en 2003, et les sauver de la faillite. Le peuple islandais s'est alors senti floué et s'est mobilisé massivement pour tenter de faire payer le coût de cette crise aux responsables : les banques et les fonds spéculatifs. Cette pression a donné des résultats : le gouvernement a démissionné fin 2008 et, en août 2009, le Parlement a adopté une résolution pour conditionner le remboursement de cette dette aux « *capacités de paiement* » du pays

1

2 Cette résolution affirmait que le gouverne

« *Islande - si la dette ne peut pas être payée elle ne le sera pas* », _____

3

Les Etats ont le droit et le devoir de formuler des politiques de développement national appropriées ayant pour but l'amélioration constante du bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, fondée sur leur participation active, libre et utile au développement et à la répartition équitable des avantages qui en résultent.

*Olivier Bonfond, Jérôme Duval
et Damien Millet¹*

1

ALGER

Extrait du rapport de la délégation à Alger du Réseau syndical Euromagreb du 6 au 11 mars 2010

Le réseau des syndicats EuroMaghreb a décidé, lors d'une réunion en janvier, au regard de l'évolution de la situation sociale et du témoignage des syndicalistes autonomes, d'organiser une délégation de soutien et d'observation à Alger au mois de mars 2010. Le but de cette délégation était, outre l'expression d'une solidarité internationale, de collecter le plus de témoignages et d'informations possibles sur l'évolution de la situation sociale et sur l'attitude du pouvoir algérien face aux mouvements syndicaux.

Une société civile atomisée, la montée des émeutes et de la révolte dans une population paupérisée

Le salaire mensuel moyen algérien correspond à 120 euros environ. Or le coût de la vie à Alger est l'équivalent de celui de Marseille aujourd'hui. Les denrées alimentaires de base deviennent inaccessibles, se loger est très difficile également, en raison du manque de logements suffisants et du prix de ceux encore disponibles. Les classes moyennes, si elles peuvent encore être appelées ainsi, ont été très durement touchées par cet effondrement du pouvoir d'achat lié à une inflation galopante. Le taux de chômage chez les jeunes de moins de 25 ans est de près de 40 % ! Pourtant, l'Algérie a aujourd'hui remboursé sa dette extérieure, le PIB est positif et le pays dispose de près de 150 milliards de dollars de réserves, essentiellement déposés sur des comptes à l'étranger. Les réserves en hydrocarbures (qui assurent 98 % des exportations) sont également importantes.

Comment expliquer cette situation ? Il est évident qu'une partie de ces ressources sont captées depuis des années par une minorité au pouvoir, au sein de laquelle les gradés du DRS (Direction du renseignement et de la sécurité), la police politique omniprésente, sont les premiers à se servir. La prétendue et très médiatisée lutte anticorruption qui est sensée se jouer aujourd'hui en Algérie ne saurait masquer un état de fait : dans le pays, la corruption est « sponsorisée par l'État », à tous les niveaux, comme le remarquait l'un de nos interlocuteurs.

Il n'est donc pas étonnant que des émeutes éclatent de plus en plus fréquemment dans tout le pays, que ce soit à la suite d'une coupure d'électricité ou d'un match de foot perdu, ou encore pour protester contre l'état des routes, le manque de logements, etc. Ces émeutes atteignent aujourd'hui certains quartiers d'Alger. Les seuls espaces d'expression et de débat restent les salles des professeurs ou les salles de repos dans les lycées et hôpitaux, par exemple. L'information est contrôlée, la désinformation une règle dans beaucoup de journaux aux ordres. Les deux principaux quotidiens indépendants, qui ont leurs propres infrastructures d'édition, sont El Watan (en français) et El Khabar (en arabe). Ils témoignent régulièrement de la répression qui frappe les syndicats autonomes. Les journalistes évoquent une importante pression sociale aujourd'hui dans le pays. Après une longue période dominée par une grande léthargie, les revendications se multiplient.

Grèves dans le secteur de l'éducation

Les syndicats autonomes de l'éducation sont réellement représentatifs dans le secteur, principalement parce qu'ils sont les seuls à lutter réellement. En 2003 et 2004, une grève qu'ils avaient organisée a été suivie par près de 90 % des personnels à Alger et dans certaines régions.

A l'automne 2009, le 15 novembre précisément, à l'initiative du Cnapest, les autres syndicats autonomes entament une grève, largement suivie dans tous les niveaux du secteur de l'éducation.

Le 24 février, le syndicat autonome Cnapest, avec un autre syndicat du primaire, l'Unpef, entame à nouveau une grève (voir le communiqué qui suit). Le pouvoir la brise par des manœuvres qui montrent une escalade dans le choix des moyens de répression. Une semaine auparavant, le Snapest, à grand renfort de déclarations publiques, lance seul une grève qui se solde par un échec. Le Snapest (en réalité un « clone » contrôlé par le pouvoir) ne participera pas à celle qui est lancée le 24....

Le 9 mars 2010, les enseignants syndicalistes du Cnapest (Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique) ont décidé de suspendre leur grève. Massivement suivie dans tout le pays, cette grève aura duré quinze jours. Les revendications des grévistes portaient notamment sur le régime indemnitaire, la gestion des œuvres sociales et les conditions de travail (salaires dérisoires, suivi des enseignants par la médecine du travail...).

Aujourd'hui, l'intersyndicale des autonomes de l'éducation apparaît divisée, les manœuvres des clones syndicaux ainsi que l'appareil répressif mis en place par le pouvoir ont affaibli le mouvement.

Grève dans le secteur de la santé

Le 23 novembre 2009, à l'appel du SNPSP et du SNPSSP, les professionnels de la santé se mettent en grève et n'assurent plus qu'un service minimum qu'ils ont eux-

mêmes organisé. La grève est devenue illimitée le 21 décembre. Les revendications portent sur une réévaluation des grilles de salaires, des régimes indemnitaires et des logements de fonction.

Dans la santé comme dans l'éducation, la grève a été déclarée illégale par une cour de justice d'Alger. Une campagne de diffamation a été orchestrée par le pouvoir afin de discréditer le mouvement. Les syndicats ont aussi été menacés de retraits d'agrément et les grévistes de radiation, en sus des retenues sur salaire. Le 10 février 2010, un sit-in de protestation devant le palais présidentiel a été violemment réprimé par la police et la garde mobile ; des femmes ont été bousculées violemment par les policiers, rapporte El Watan dans son édition du 11 mars. À l'heure où ce rapport est rédigé, les professionnels de la santé sont toujours en grève, celle-ci est la plus longue de l'histoire des mouvements sociaux en Algérie. Dans ce cas aussi, les témoignages portant sur les pressions et les menaces du pouvoir pour faire cesser la grève sont nombreux...

Droits des femmes : Le bilan dressé par le Comité des femmes du Snapap

Les principaux combats du Comité des femmes portent d'abord sur les violences et les différentes formes de harcèlement que subissent les femmes sur leur lieu de travail. Il n'y a pas de loi les protégeant de ces agressions ! Celles qui osent porter plainte sont en général condamnées par la justice pour diffamation, parfois à de la prison avec sursis et perdent leur travail, sans grand espoir d'en retrouver un autre. Le Comité vient d'élaborer un questionnaire sur le harcèlement dans le milieu professionnel, qu'il entend bien diffuser très largement dans le cadre d'une campagne de sensibilisation sur ce sujet. Les représentantes du Comité évoquent une situation pire encore dans les multinationales. Les cas de harcèlement administratif et sexuel y sont encore plus nombreux. Meryem Medhi, en grève de la faim pendant 79 jours (à partir du 9 décembre 2009), a contribué à lever le voile sur les conditions de travail

dans ces firmes ; elle a été licenciée par British Gas en raison de ses activités syndicales (voir plus loin). Par ailleurs, si la loi prévoit la parité, elle n'est appliquée nulle part dans les faits : au Sénat, par exemple, il y a seulement 4 sénatrices sur 48 ; au Parlement, seulement 25 % de femmes ; dans les assemblées locales, 13 %, alors que plus de 54 % du corps électoral est composé de femmes.

L'esclavage moderne et la répression de toute contestation Si les droits syndicaux sont bafoués et les mouvements sociaux cassés dans la fonction publique, la situation est encore plus catastrophique pour les personnes qui tentent de revendiquer un minimum de droit dans les filiales des multinationales présentes dans le Sud algérien, zone d'exploitation des hydrocarbures (gaz et pétrole). Il n'existe en effet pas vraiment de droit du travail pour les travailleurs de ces multinationales.. Cela aboutit à des horaires de travail extensibles (12 heures par jour au lieu de 8 par exemple, les heures supplémentaires n'étant que rarement payées), à des conditions d'hébergement et d'hygiène indignes³, à des différences de traitement entre expatriés et travailleurs algériens (primes et durée de repos inférieures par exemple), au mépris et à des insultes envers ces travailleurs⁴. Face à cette situation, dans plusieurs entreprises, des travailleurs ont décidé de faire valoir leurs droits. Si le combat de deux d'entre eux a été fortement médiatisé depuis 2009, y compris à l'extérieur de l'Algérie (Meryem Medhi et Yassine Zaïd), d'autres ont également revendiqué des droits en créant une section syndicale UGTA (alors qu'il n'est pas possible de créer un syndicat autonome dans le secteur privé). La réponse, pour chacun d'entre eux, a été le licenciement. Face à ces atteintes aux droits syndicaux et plus largement aux droits des salariés, un Comité national pour la défense des droits des travailleurs va être créé, affilié au Snapap, pour défendre et soutenir les salariés qui travaillent dans des conditions difficiles pour des multinationales dans le Sud algérien.

Russie

«Journée de la colère»

Depuis le début de l'année, les manifestations se multiplient dans les villes de Russie, la population se soulève contre la hausse brutale des charges, des impôts et taxes en tout genre, alors que les salaires diminuent et que le chômage touche de plus en plus de personnes. Le coup de tonnerre est venu de Kaliningrad, où le 30 janvier plus de dix mille personnes sont descendues dans la rue pour exiger la baisse de l'impôt sur l'usage de l'automobile (augmenté par les autorités régionales de 25%), une politique de relance économique de la région, l'arrêt de la « dictature du parti au pouvoir » (Russie Unie) et la démission du gouverneur de la région Gueorgui Boos. Les difficultés économiques allant en empirant dans la plupart des régions, les tarifs des charges d'eau, de gaz et d'électricité s'avérant prohibitifs pour la majorité des habitants, les manifestations de plusieurs milliers de personnes se sont succédées dans toute une série de villes (Angarsk, Irkoutsk, Arkhangelsk, etc.), prenant pour cible principale les pouvoirs locaux ou régionaux, le népotisme et la corruption, ainsi que la « verticale du pouvoir » mis en place par Vladimir Poutine qui rend le pouvoir local encore plus hors de portée de la population. Le ras-le-bol du mépris des lois et de la population affiché par les fonctionnaires et l'élite politique s'est peu à peu concentré sur le Premier-Ministre et ex-Président Poutine.

Aussi quand la coalition de l'opposition à Kaliningrad a annoncé un rassemblement massif pour le 20 mars, plusieurs réseaux et mouvements sociaux ont repris le mot d'ordre d'une journée d'actions solidaires sur toute la Russie.

Contrairement à ce qui est dit dans la plupart des médias, ce n'est pas le mouvement politique de droite libérale « Solidarnost » qui est à l'origine de « l'Appel du 20 mars » pour une « Journée de la colère », mais des réseaux plus ou moins connus comme la Fédération des automobilistes de Russie (FAR), le Mouvement des citoyens actifs de Russie (TIGR) ou

l'Union des soviets de coordination de Russie (SKS). Quoi qu'il en soit, les appels ont créé un vaste mouvement de mobilisation : des manifestations en tout genre ont eu lieu le 20 mars dans près d'une cinquantaine de villes. Et – point important – elles ont été co-organisées par de vastes coalitions locales réunissant souvent des dizaines d'associations, mouvements sociaux locaux et partis politiques de l'opposition.

Bien sûr, les chiffres de la mobilisation peuvent paraître peu importants : autour de 4000 personnes à Kaliningrad, 3000 à Irkoutsk, 2000 à Vladivostok, 1500 à Saint-Pétersbourg, 1000 à Ijevsk, le plus souvent autour de 500 personnes (Astrakhan, Moscou, Penza, Tioumen, etc.). Mais l'ampleur géographique de la mobilisation prouve que les mouvements citoyens de base tentent d'unir leur voix pour se faire entendre au niveau fédéral. Et l'unité des mots d'ordre – « Le pouvoir sous contrôle citoyen », « Non au monopole politique de Russie Unie », « Reprenons le contrôle de notre ville » indique le développement d'une culture politique partagée. Même si les protestations se portaient en premier lieu contre les pouvoirs locaux (les gouverneurs des régions en tête), Poutine était également visé, comme responsable fédéral : « Poutine, démission » - le slogan ornait la plupart des rassemblements.

Arrestations massives à Moscou

Dans la capitale le comité organisateur de la « Journée de la colère » (comités d'habitants, mouvements de défense de la forêt de Khimki, des co-investisseurs trompés, des habitants des foyers, Front de Gauche, « Solidarnost » et autres) avait décidé de braver l'interdiction de manifester au centre, sur la Place Pouchkine, et vers 15h samedi près de 500 personnes étaient au rendez-vous, prêtes à défendre leur droit à manifester (le mot d'ordre principal de l'action moscovite était « Loujkov – le maire de la ville, démission »). La Place étant envahie par les miliciens, les

arrestations n'ont pas tardé, dès les premières prises de parole. Les manifestants ont malgré tout tenu près d'une heure, jouant au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, et réussissant même quelques belles échappées vers les boulevards attenants. Résultats des courses : au moins 70 personnes arrêtées, pour certaines brutalement. Le texte de la Constitution, qu'agitait une militante d'un comité de quartier, n'y a rien fait : elle a été embarquée comme les autres.

Manifestation mandarine à Kaliningrad

A Kaliningrad, la ville la plus occidentale de Russie, d'où était partie la vague de mobilisation, la manifestation avait également été interdite par les autorités locales, créant des remous et des tensions au sein de la coalition locale d'opposition. Des appels anonymes à se rendre sur la place centrale (où devait se dérouler une foire agricole) avec des mandarines (symbole du gouverneur G.Boos) ont fait leur apparition comme par magie à quelques jours du 20 mars. Et comme « par hasard » près de 4000 personnes se sont rassemblées à l'heure dite (entre 13h et 14h), agitant leurs mandarines à bout de bras. La police n'est pas intervenue – que faire contre une mandarine ? Et les gens se sont eux-mêmes dispersés, contents d'avoir ainsi tourné en dérision l'arbitraire du pouvoir.

Vladivostok : unité de l'opposition contre «Russie unie»

A Vladivostok (Extrême-Orient), qui a ouvert la Journée de la colère, plus de 2000 personnes se sont rassemblées sur la Place centrale, conquise de haute lutte après de longues négociations par une très large coalition, comprenant par exemple le parti communiste, le mouvement des citoyens actifs TIGR, labloko, le mouvement des automobilistes, ainsi qu'un mouvement politique local « Liberté et pouvoir du peuple ». La colère, comme partout, se lisait sur les nombreuses pancartes préparées par les manifestants : « A bas l'arbitraire du pouvoir », « A bas la corruption des fonctionnaires », « La Russie est un vaste pays, pas étonnant, qu'on ne nous y remarque pas ». A la fin du rassemblement, les organisateurs ont symboliquement passé le flambeau aux autres villes : « Novosibirsk, Saint-Pétersbourg, Kaliningrad – oui, oui, oui ! Le pouvoir – non, non, non ! »

Irkoutsk : pour la sauvegarde du Baïkal

Le rassemblement d'Irkoutsk avait pour thème principal la sauvegarde du Baïkal et la revendi-

cation du droit de la population locale à décider du mode de développement de la région. Menée par les mouvements écologistes de la région depuis plusieurs mois, la mobilisation contre la réouverture de l'usine de papeterie qui déverse ses déchets dans le lac Baïkal a soudé l'opposition, y compris le mouvement des automobilistes et le mouvement des habitants pour l'autogestion « Narodny Kontrol ». Près de trois mille personnes sont ainsi venues protester en premier lieu contre Vladimir Poutine, auteur et défenseur du projet de réouverture de l'usine. Mais nombres d'autres problèmes ont été soulevés, notamment celui des faibles retraites et le délabrement du parc immobilier.

C'est à Irkoutsk également que la tentative de récupération de la mobilisation citoyenne par la droite libérale a été la plus criante. Boris Nemtsov, responsable du mouvement « Solidarnost » (et ancien ministre de Boris Eltsine dans les années 90) avait en effet spécialement fait le voyage pour intervenir du haut de la tribune.

Saint-Pétersbourg : forum des mouvements sociaux locaux

A Saint-Pétersbourg, où les communistes du PC avaient décidé de faire bande à part en organisant leur propre rassemblement (auquel ont participé quelques 400 personnes), la manifestation organisée par les mouvements sociaux (33 groupes, comités et réseaux, parmi lesquels le puissant mouvement contre la construction du building « Gazprom ») a réuni plus de 1500 habitants. L'atmosphère bon enfant et l'entente entre les participants ont débouché sur la décision prise unanimement de renforcer les liens de coordination entre les mouvements en mettant en place un centre de coordination des mouvements sociaux et citoyens de la ville.

Les mots d'ordre reprenaient ceux des autres villes, contre le monopole du « parti du pouvoir », contre la confiscation du pouvoir par les bureaucrates, pour une ville appartenant aux citoyens, pour la démission de la gouverneur de la région, Valentina Matvienko.

Vendredi 26 mars 2010

Carine Clément

France

Grève à la Raffinerie TOTAL à Dunkerque

C'est le 12 janvier, qu'a débuté la grève à la Raffinerie des Flandres de Dunkerque. Les salariés de Total en ont eu assez du mépris affiché par la direction du groupe pétrolier. Ils ont exigé de connaître en détail le projet exact de la direction de Total, et que celle-ci cesse de jouer avec les angoisses des salariés. Ils exigent que les travaux du « grand arrêt quinquennal » (entretien général périodique)

faire dans cette raffinerie, qu'elle ne dirige d'ailleurs pas en réalité.

- **Une solidarité très forte** des collègues des autres sites Total, qui a transformé en mouvement national reproductible, une grève que beaucoup de voulait que « de témoignage ».

C'est tout cela, la grève des Total !

Grève active

Dans cette usine, c'est SUD qui est le syndicat majoritaire. La grève est animée par une intersyndicale SUD/CGT/FO, deux assem-

l'avenir des salarié-e-s du site (Total et sous-traitants), et tant pis si cela ponctionne un peu les actionnaires !

Grâce au travail des salarié-e-s de Total, dont ceux de Dunkerque, **les actionnaires ont empoché 5,4 milliards de dividendes en 2009, presque 3 fois plus qu'en 2000** ; avec ça, ils/elles doivent pouvoir survivre, même si la Raffinerie des Flandres ne ferme pas.

Alors que de l'autre côté, pour les salarié-e-s de Total, pour les salarié-e-s des boîtes de sous-traitance, pour les proches de tous ces travailleurs/ses, l'arrêt définitif de la raffinerie aurait des conséquences très graves.

L'exploitation des salarié-e-s, le profit pour les actionnaires, c'est ce qu'on retrouve partout. C'est ce qui explique cette crise dont on nous parle pour essayer de nous convaincre qu'il faut accepter la situation telle qu'elle est, voire accepter pire.

Et bien, non ! Nous n'acceptons pas, nous ne nous résignons pas.

Nous refusons de subir la violence patronale et l'injustice sociale !

Car cette crise, c'est celle du système capitaliste, ce système organisé sur la base de notre exploitation.

Face à cela, il y a nécessité d'unifier nos résistances, d'unifier celles et ceux qui veulent vraiment que ça change, et que ça change vraiment.

Grève et unité d'action syndicale

La question de l'unité d'action syndicale est posée. On le voit encore à travers le conflit à Total, au niveau national ce n'est pas simple. Au plan interprofessionnel, cela s'est traduit par l'appel CGT – CFDT – UNSA – FSU – Solidaires à des grèves et manifestations, dans tout le pays, le 23 mars.

Evidemment, cette journée n'est pas une fin en soi. Les équipes syndicales Solidaires sont disponibles pour **construire ce mouvement interprofessionnel national** dans les prochaines semaines. C'est le mandat de travail de l'Union syndicale Solidaires au niveau national ; cela, en rapport avec la réalité de la situation sociale déjà évoquée, et avec le bilan des stratégies de lutte, adoptées ces dernières années.

Le syndicalisme a cette responsabilité de proposer des actions qui permettent de gagner, pas seulement de se compter.

Nous savons que c'est une volonté partagée par de nombreux collectifs militants d'autres organisations syndicales que Solidaires.

Il s'agit de rassembler toutes celles et tous ceux qui assument l'affrontement social, qui ne nient pas la réalité de la lutte des classes. Bref, celles et ceux qui veulent faire du syndicalisme, car qu'est ce que le syndicalisme, si ce n'est l'organisation collective des travailleurs/ses en tant que classe sociale, pour défendre leurs intérêts, et pour la transformation sociale ? Le reste, cela s'appelle au mieux de l'accompagnement social, à des degrés divers.

Ce que nous voulons construire, c'est avec les travailleurs/ses que ça se passe, ce n'est pas une affaire entre militant-e-s, encore moins une lutte de pseudo-pouvoir entre organisations syndicales ou au sein d'organisations syndicales.

Nous ne voulons pas regarder, commenter et critiquer ce qui se fait ; nous voulons faire ! Et nous allons faire ensemble ! Ensemble, comme les salarié-e-s de la Raffinerie des Flandres !

Les premières pierres du « mur de solidarité », ce sont les salarié-e-s de *Total* qui les ont posées. Il nous faut maintenant prendre le relais. Faisons vivre le soutien aux *Total*. Il faut reprendre, marteler, populariser, et agir pour la revendication des grévistes eux-mêmes : exécution, maintenant, des travaux de maintenance, redémarrage de la raffinerie, une fois ces travaux finis.

L'Union syndicale Solidaires s'inscrit nationalement dans cette dynamique. Nous savons que bien d'autres collectifs militants, syndicaux, associatifs, politiques, le feront aussi.

SUD – Total

15 mars 2010

Turquie

Une brève histoire de la lutte de TEKEL

Le secteur public en Turquie est toujours considéré comme la meilleure opportunité d'emploi pour les personnes qui sont à la recherche d'un emploi stable. Mais avec les politiques néo-libérales qui sont en cours depuis quelque temps en Turquie, le secteur public est aujourd'hui surtout connu par des résistances des travailleurs contre les mesures de précarisation de l'emploi qui s'y développent. La garantie de l'emploi a disparu et plus personne n'est sûr de son avenir, ni même d'avoir un emploi l'année prochaine. Et c'est ce qui explique les résistances du secteur public, comme l'année dernière, la révolte des jeunes universitaires contre un article de loi appelée 50D qui se traduira par la perte de leurs emplois et l'insécurité d'emplois tout comme l'article 4 C contre lequel les travailleurs de TEKEL résistent depuis plusieurs mois maintenant. Et si les chiffres et les lettres changent entre 4 et 50D, la logique principale est la même : des emplois plus précaires pour chaque secteur de travail, il en est de même pour les universitaires diplômés ou les employés de l'usine de tabac.

4-C, un autre mot pour Précarité

TEKEL, c'est le monopole de l'État (le mot "tekel" lui-même signifie «monopole» en turc) de tabac et d'alcool est touché par un programme de privatisation depuis de nombreuses années. La société TEKEL est tombée en panne en petits morceaux et privatisée en partie depuis un certain temps. Plus récemment, le secteur « tabac » de l'usine qui se compose de 43 usines dans 21 villes, a été vendue à British American Tobacco en 2008; à cette époque il y avait déjà une certaine résistance des travailleurs qui s'enfermèrent dans l'usine. Mais cette résistance fut très faible et n'a pas obtenu beaucoup de soutien par le syndicat. D'ailleurs, après la privatisation, la Société BAT a remercié dans un communiqué de presse l'Union syndicale pour leur coopération. Après la privatisation, l'entreprise a fermé toutes les usines, sauf une et « jeté » les 12 000 travailleurs TEKEL. Avec le début de ce gouvernement, il a été proposé aux travailleurs de TEKEL des emplois dans d'autres établissements du secteur public avec une perte de la moitié de leur salaire actuel en vertu de l'article 4-C du droit des fonctionnaires publics.

4-C qui a été introduit par le gouvernement en 2004, constitue une nouvelle législation pour les travailleurs ayant perdu leur emploi après la privatisation. Selon cette loi, tous ces travailleurs pourraient être employés dans des emplois temporaires dans le secteur public. À l'heure actuelle, il y a 70 000 travailleurs qui travaillent conformément à l'article 4-C, sans sécurité d'emploi, ni droits sociaux. Les travailleurs de TEKEL se sont révoltés contre cette loi et ont demandé au minimum d'être employés dans d'autres entreprises du secteur public avec le maintien de leur salaire actuel et des droits sociaux. Le 15 Décembre, une marche a eu lieu à Ankara, rassemblant des travailleurs de toutes les villes où il y a des unités de TEKEL. Le 4ème jour de lutte, la police a brutalement attaqué les travailleurs ce qui a entraîné un énorme soutien pour les travailleurs de TEKEL et a donné plus de visibilité à leur situation.

Le quartier TEKEL ou «Sakarya commune»

Cette attaque peut être considérée comme un tournant pour la résistance de TEKEL. Après cela, les travailleurs se sont retrouvés et installés face au siège de leur confédération syndicale, le siège de Turk-Is. Ils ont créé des abris dans les rues autour de l'édifice de l'Union syndicale. Ce siège est dans le quartier « Sakarya », quartier qui est connu pour ses bars, cafés, restaurants et occupe une place très centrale dans la vie quotidienne de la capitale du pays; il est maintenant connu comme «quartier TEKEL». Certains vont même jusqu'à lui donner le nom de « commune Sakarya ». Les travailleurs de TEKEL et leurs familles ont commencé à vivre autour de l'édifice de la Confédération. Et les travailleurs kurdes et turcs qui viennent de différentes régions du pays ont commencé à vivre et à lutter ensemble dans la même zone contre leur ennemi commun, la "précarité". C'est l'un des points importants de la résistance TEKEL.

Évidemment, le président de la Confédération qui, dans le passé n'a jamais jugé nécessaire de cacher son soutien à parti au pouvoir AKP, a changé de point de vue.

La pression de la base a été trop élevée que la bureaucratie syndicale ne trouve d'autre solution que de soutenir la lutte. C'est un autre point important

de la résistance TEKEL. Cette résistance s'est développée d'en bas. A un moment crucial de la lutte, les travailleurs ont organisé un référendum entre eux pour décider s'ils continuent à lutter ou s'ils cessaient. Ce ne fut pas facile. Au cours de l'une des manifestations, les travailleurs ont lancé les slogans de «grève générale» face aux dirigeants syndicaux. Plusieurs fois, ils ont demandé la démission du président de la Confédération au cours de la petite manifestation devant le siège de Turk-Is. Ainsi, les travailleurs TEKEL n'était pas seulement en lutte contre le gouvernement mais ils ont également la lutte contre leur propre bureaucratie.

La grève générale n'est jamais arrivée

Les appels à la grève générale effectués par les travailleurs et l'aile gauche des groupes politiques a été entendu par les dirigeants syndicaux et l'appel à la grève générale a été lancé par quatre confédérations pour le 4 de Février.

Et ils ont pu voir que l'organisation d'une grève générale ne nécessite pas seulement un appel. La grève dite générale a été un désastre. A l'exception de quelques très petits exemples, personne n'a cessé de travailler et la vie quotidienne continuait comme si rien ne s'était passé. En fait, il était prévisible qu'il n'y aurait pas de grève générale ce jour-là si l'on considère la façon dont la classe ouvrière est organisée en Turquie. Après cela, une manifestation très importante à laquelle beaucoup de gens de tout le pays ont participé, ils sont venus à Ankara et ont passé une nuit ensemble avec les travailleurs TEKEL dans le "quartier TEKEL". Cela se passait à un moment où le Premier ministre menaçait les travailleurs en disant que la police pouvait attaquer les tentes et les retirer de la rue. Ces sortes de déclarations, menaces ont été faites à plusieurs reprises par différents responsables politiques. Ainsi un fonctionnaire a déclaré que «les travailleurs TEKEL Inviererso(mom5())/SpanAffeaTextEFF00A0BDC -25(-)EMC 21.1056 0TdT*[73,que)-25()]-21.1

Des paysans et des organisations de la société civile dénoncent le projet d'accaparement des terres gagnant-gagnant de la Banque mondiale

La Via Campesina, FIAN, Land Research Action Network et GRAIN, avec le soutien d'une centaine d'alliés des mouvements sociaux, lancent un grand appel pour mettre fin à la razzia sur les terres qui prive les communautés rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de millions d'hectares de terres arables. Cet appel coïncide avec la publication d'une nouvelle étude de la Banque mondiale qui confirme l'ampleur gigantesque de l'actuelle ruée sur les terres et avance sept « principes » destinés à rendre ces acquisitions foncières socialement acceptables. La stratégie de la Banque sera présentée à Washington le 25 avril à l'occasion d'une table ronde co-organisée par le Japon, les États-Unis et l'Union africaine, et le 26 avril à la conférence annuelle de la Banque sur le foncier.

Dans une déclaration commune, les mouvements et les organisations décrivent les propositions de la Banque comme une tentative de « réduire le risque d'explosions sociales » permettant en même temps aux investisseurs privés de s'emparer des terres agricoles. Selon les groupes sociaux, « les principes de la Banque mondiale ont pour but de faire oublier que la crise alimentaire actuelle ne peut pas trouver de solution dans l'agriculture industrielle intensive alors c'est cette agriculture-là que ces acquisitions foncières cherchent à promouvoir. »

Une conférence de presse se tiendra le lundi 26 avril à 07h45 lors du petit déjeuner au Bread Line Restaurant (1751 Pennsylvania Ave. NW, Washington, DC 20006). Des représentants de la National Family Farm Coalition/La Via Campesina et GRAIN expliqueront pourquoi, contrairement à ce que propose la Banque, l'accaparement des terres gagnant-gagnant est impossible et quelles démarches il faut mettre en place pour résoudre la crise alimentaire mondiale.

Une manifestation pacifique aura lieu le dimanche 25 avril, de 14h00 à 15h00, devant les bureaux du Millennium Challenge Account à 875 15th St. NW, où la table ronde officielle aura lieu, afin d'informer les délégués de la position des mouvements sociaux.

22 Avril 2010

JAPON

Contre les bases USA

Le 25 avril, environ 90.000 personnes se sont manifesté à Yomitan, Okinawa avec la participation des citoyens et citoyennes d'Okinawa. Il était présent Nakaima, gouverneur d'Okinawa et tous les maires dans la préfecture d'Okinawa qui s'opposent à la délocalisation de la station aérienne du Corps des Marines des États-Unis dans Futenma à Okinawa ou dans le reste du pays.

Les participants ont publié une déclaration appelant à la fermeture immédiate et la réinstallation de la base américaine de Futenma en dehors d'Okinawa ou du pays.

L'événement a connu une participation record à Okinawa exprimant le rejet de l'opinion publique vers les bases américaines. Il y a quinze ans, en 1995, environ 85.000 ont défilé pour dénoncer les cas de viol d'une étudiante par l'armée américaine. Aujourd'hui, le 25 avril, Okinawa était habillé en jaune. Le comité organisateur a invité tous les habitants d'Okinawa à utiliser la couleur «jaune», portant, par exemple, une écharpe jaune, un bracelet jaune sur la main ou un chiffon jaune accroché à l'avant-toit, afin de montrer un carton jaune au gouvernement.

Le déménagement de la base de Futenma est une question cruciale dans les relations entre les États-Unis et le Japon. La protestation du 25 pourrait obliger au membre du Parlement Hatoyama de reconsidérer le projet de mise en valeur des terres sur la haute mer prévues dans le contrat de États-Unis au Japon de 2006 ou les délocalisations dans Tokunoshima, Kagoshima.

Dernièrement, les voix demandant la révision des alliances militaires est en augmentation au Japon..

Yoko Akimoto

ATTAC Japan

Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre-Mère

ACCORD DES PEUPLES

Aujourd'hui, notre Terre-Mère est blessée et l'avenir de l'humanité est en péril.

Si la planète se réchauffe de plus de 2° C, comme l'implique ledit « Accord de Copenhague », il y a 50 % de chances que les dommages que subirait notre Terre-Mère soient totalement irréversibles. 20 % à 30 % des espèces seraient en danger d'extinction. De vastes étendues de forêt seraient touchées, les sécheresses et les inondations toucheraient différentes régions de la planète, les déserts s'étendraient et la fonte des pôles et des glaciers dans les Andes et l'Himalaya s'aggraverait. De nombreux états insulaires disparaîtraient et l'Afrique subirait un accroissement de la température de plus de 3° C. De même, la production d'aliments réduirait à l'échelle mondiale avec des conséquences catastrophiques pour la survie des habitants de vastes régions de la planète, et le nombre de personnes souffrant de famine dans le monde, qui dépasse déjà 1,02 milliard, augmenterait de façon dramatique.

Les entreprises et les gouvernements des pays dits « les plus développés », avec la complicité d'une partie de la communauté scientifique, réduisent la question du changement climatique à une élévation de la température sans en aborder la cause qui est le système capitalisme.

Nous sommes confrontés à la crise ultime du modèle de civilisation patriarcal fondé sur la soumission et à la destruction des êtres humains et de la nature qui s'est accéléré avec la révolution industrielle.

Le système capitaliste nous a imposé une logique de concurrence, de progrès et de croissance illimitée. Ce régime de production et de consommation repose sur la recherche de gains sans limites, en séparant l'être humain de la nature et en instaurant une logique de domination sur cette dernière, transformant tout en marchandise : l'eau, la terre, le génome humain, les cultures ancestrales, la biodiversité, la justice, l'éthique, les droits des peuples, et la vie elle-même.

En régime capitaliste, la Terre-Mère est simplement la source des matières premières et les êtres humains ne sont que des moyens de production et de consommation, des personnes qui ont de la

valeur en fonction de ce qu'ils possèdent et non par ce qu'ils sont.

Le capitalisme a besoin d'une puissante industrie militaire pour mener à bien son entreprise d'accumulation et pour assurer le contrôle des territoires et des ressources naturelles, en usant de répression contre la résistance des peuples. Il s'agit d'un système impérialiste qui colonise la planète.

L'humanité est aujourd'hui à la croisée des chemins : poursuivre sur la voie du capitalisme, de la mise à sac et de la mort ou emprunter le chemin de l'harmonie avec la nature et du respect de la vie.

Nous exigeons la fondation d'un nouveau système qui rétablisse l'harmonie avec la nature et entre les êtres humains. L'équilibre avec la nature n'est possible que s'il y a équité entre les êtres humains.

Nous proposons aux peuples du monde de récupérer, de revaloriser et de renforcer les connaissances, les savoirs et les pratiques ancestrales des Peuples indigènes, affirmés dans l'expérience et la proposition du « Vivre bien », en reconnaissant la Terre-Mère comme un être vivant, avec lequel nous avons une relation indivisible, interdépendante, complémentaire et spirituelle.

Pour faire face au changement climatique, nous devons reconnaître la Terre-Mère comme source de vie et fonder un nouveau système selon les principes suivants :

- harmonie et équilibre entre tou-te-s et avetout,
- complémentarité, solidarité et égalité,
- bien-être collectif et satisfaction des besoins fondamentaux de tou-te-s en harmonie avec la Terre-Mère ,
- Respect des droits de la Terre-Mère et des Droits de l'Homme,
- reconnaissance de l'être humain pour ce qu'il est et non pour ce qu'il possède,
- élimination de toute forme de colonialisme, d'impérialisme et d'interventionnisme,
- paix entre les peuples et avec la Terre-Mère.

Le modèle que nous défendons n'est pas celui d'un développement destructif ou illimité. Les pays ont

besoin de produire des biens et des services pour satisfaire les besoins fondamentaux de leur population, mais ils ne peuvent en aucun cas poursuivre sur cette voie de développement où les pays les plus riches ont une empreinte écologique cinq fois plus grande que ce que la planète peut supporter. Actuellement, la capacité de la planète à se régénérer a déjà été dépassée de plus de 30 %. A ce rythme de surexploitation de notre Terre-Mère, il nous faudrait deux planètes d'ici 2030.

Dans un système interdépendant dont nous, êtres humains, sommes un des composants, il n'est pas possible de reconnaître des droits uniquement à la partie humaine du système sans provoquer un déséquilibre de tout le système. Afin de garantir les droits de l'homme et de rétablir l'harmonie avec la nature, il est nécessaire de reconnaître et d'appliquer véritablement les droits de la Terre-Mère.

Pour cela, nous proposons le projet de Déclaration Universelle des Droits de la Terre-Mère dans lequel sont consignés :

- le Droit de vivre et d'exister,
- le Droit d'être respectée,
- le Droit de poursuivre ses cycles et processus vitaux libre de toute dégradation humaine,
- le Droit de conserver son identité et son intégrité comme êtres différenciés, autorégulés et interdépendants,
- le Droit à l'eau comme source de vie,
- le Droit à l'air libre,
- le Droit à une bonne santé,
- le Droit d'être libérée de la contamination et de la pollution, des déchets toxiques et radioactifs,
- le Droit de ne pas être modifié génétiquement dans sa structure, menaçant son intégrité ou son système vital et sa santé,
- le Droit à une réparation pleine et prompte pour les violations des droits reconnus dans cette Déclaration et causés par les activités humaines.

La vision partagée consiste à stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre pour rendre effectif l'Article 2 de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, qui détermine « la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche les interférences anthropogéniques dangereuses pour le système climatique ». Notre but est d'exiger des pays développés, sur la base du principe des responsabilités historiques communes mais différenciées, qu'ils s'engagent à fixer des objectifs quantifiés en matière

de réduction des émissions qui permettent de revenir à des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère de 300 ppm et de limiter ainsi l'augmentation de la température moyenne de la planète à un niveau maximum de 1°C.

En mettant l'accent sur la nécessité d'une action urgente pour respecter ces objectifs, et avec le soutien des peuples, des mouvements sociaux et des pays, les pays développés devront s'engager dans des objectifs ambitieux de réduction des émissions qui permettront d'atteindre des objectifs à court terme, en maintenant notre vision en faveur de l'équilibre du système de la Terre, en accord avec l'objectif ultime de la Convention.

La « vision partagée pour l'Action de Coopération à Long Terme » ne doit pas être réduite dans la négociation sur le changement climatique à la définition de la limite pour l'augmentation de la température et la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, elle doit inclure de manière complète et équilibrée un ensemble de mesures financières, technologiques, d'adaptation, de développement des capacités, de modèles de production et de consommation et d'autres éléments essentiels tels que la reconnaissance des droits de la Terre-Mère pour rétablir une harmonie avec la nature.

En assumant leur responsabilité passée et actuelle, les pays développés, principaux responsables du changement climatique, doivent reconnaître et honorer leur dette climatique dans toutes ses dimensions, comme une base pour une solution juste, effective et scientifique au changement climatique. Dans ce cadre, nous exigeons des pays développés qu'ils :

- rétrocèdent aux pays en développement l'espace atmosphérique qui est occupé par leurs émissions de gaz à effet de serre. Ceci implique la décolonisation de l'atmosphère par la réduction et l'absorption des émissions,
- prennent en charge les coûts et les besoins de transfert technologique des pays en développement pour la perte d'opportunités de développement qu'ils subissent en vivant dans un espace atmosphérique réduit,
- prennent sous leur responsabilité les centaines de milliers de personnes qui devront migrer à cause du changement climatique par leur faute et qu'ils suppriment leurs politiques de restriction de l'immigration et offrent aux personnes migrantes une vie digne ainsi que tous les droits accordés dans leurs pays,
- Assument la dette d'adaptation liée aux impacts du changement climatique dans les

pays en développement en fournissant les moyens nécessaires permettant de prévenir, de minimiser et de régler les dommages causés par leurs émissions excessives,

- honorent ces dettes comme faisant partie d'une dette plus grande encore envers la Terre-Mère, en adoptant et en mettant en application la Déclaration Universelle des Droits de la Terre-Mère aux Nations Unies.

Il ne s'agit pas uniquement de compensation économique, mais principalement de justice réparatrice – c'est-à-dire de rendre leur intégrité aux personnes et aux membres de la communauté de vie sur Terre.

Nous déplorons la tentative faite par un groupe de pays d'annuler le Protocole de Kyoto, seul instrument légal inaliénable spécifique pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays développés.

Nous avertissons le monde que, malgré leur obligation légale, les émissions des pays développés, au lieu de réduire, ont augmenté de 11,2 % entre 1990 et 2007.

Aux Etats-Unis, les émissions de GES ont augmenté de 16,8 % entre 1990 et 2007 à cause de leur consommation illimitée, avec en moyenne 20 à 23 tonnes de CO₂ rejetées par an et par habitant, ce qui représente plus de neuf fois les émissions moyennes d'un habitant du Tiers-monde, et plus de 20 fois les émissions d'un habitant de l'Afrique Subsaharienne.

Nous rejetons catégoriquement l'« Accord de Copenhague » que nous jugeons illégitime ; il permet aux pays développés de proposer des réductions insuffisantes d'émissions de gaz à effet de serre, sur la base d'engagements volontaires et individuels, qui violent l'intégrité environnementale de la Terre-Mère en entraînant une augmentation de la température de l'ordre de 4°C.

La prochaine Conférence sur le Changement Climatique qui doit avoir lieu en fin d'année au Mexique doit approuver un amendement au Protocole de Kyoto, pour la seconde période d'engagement de 2013 à 2017, qui stipule que les pays développés doivent s'engager à des réductions domestiques significatives d'au moins 50 % par rapport à 1990, l'année de référence, sans prendre en compte les marchés du carbone ou autres systèmes de compensation qui masquent le fait que les objectifs de réduction réelle des émissions de gaz à effet de serre ne sont pas remplis.

Nous exigeons que soit d'abord décidé un objectif global pour l'ensemble des pays développés qui serait ensuite décliné pour chacun des pays développés en comparant les efforts fournis par chacun,

perpétuant ainsi le système du Protocole de Kyoto pour la réduction des émissions.

Les Etats-Unis d'Amérique, seul pays de la Terre de l'Annexe 1 n'ayant pas ratifié le Protocole de Kyoto, ont une grande responsabilité à l'égard de tous les peuples du monde car ils doivent ratifier le Protocole de Kyoto et s'engager à respecter et à réaliser des objectifs de réduction d'émissions à une échelle appropriée au regard de l'importance de son économie.

Nous, les peuples, avons les mêmes droits d'être protégés des impacts du changement climatique et rejetons la notion d'adaptation au changement climatique si elle est la résignation face aux impacts des émissions passées des pays développés, qui eux doivent adapter leurs modes de vie et de consommation devant cette urgence planétaire. Nous nous voyons contraints de faire face aux impacts du changement climatique, et considérons que l'adaptation est un processus, non une contrainte, qu'il est un outil permettant de les compenser, démontrant ainsi qu'il est possible de vivre en harmonie avec un modèle de vie différent.

Il est nécessaire de mettre en place un Fonds d'Adaptation, utilisé exclusivement pour faire face au changement climatique, et qui ferait partie d'un mécanisme financier géré et dirigé de manière souveraine, transparente et équitable pour nos Etats. Dans le cadre de ce fonds, il convient d'évaluer les impacts et leurs coûts dans les pays en développement et les besoins que ces impacts détournent, et enregistrer et superviser le soutien apporté par les pays développés. Ce fonds doit également gérer un mécanisme destiné à réparer les dommages causés par des impacts passés et futurs, la perte d'opportunités et le provisionnement pour événements climatiques extrêmes et progressifs, et les coûts supplémentaires éventuels si notre planète dépasse les seuils écologiques ainsi que les impacts qui freinent le droit à Vivre Bien.

L'« Accord de Copenhague », imposé aux pays en développement par quelques Etats, outre l'insuffisance des ressources qu'il propose, prétend en lui-même diviser et opposer les peuples et extorquer les pays en voie de développement en conditionnant l'accès aux ressources pour les efforts d'adaptation et de réduction.. De plus, il est inacceptable que dans les processus de négociation internationale, on tente de classer les pays en développement en fonction de leur vulnérabilité au changement climatique, ce qui engendre entre eux des disputes, des inégalités et des ségrégations.

L'immense défi auquel nous devons faire face en tant qu'humanité pour contenir le réchauffement de la planète et la refroidir ne sera relevé que grâce à une profonde transformation de l'agriculture vers un

modèle viable de production agricole paysan et indigène et vers d'autres modèles et pratiques qui contribueront à résoudre le problème du changement climatique et garantiront la Souveraineté Alimentaire, prise en son sens de droit des peuples à contrôler leurs propres semences, terres et eaux et la production de leurs aliments grâce à une production locale et culturellement ancrée, en harmonie avec la Terre-Mère, l'accès pour les peuples à une alimentation suffisante, variée et nourrissante en complémentarité avec la Terre-Mère et en améliorant la production autonome (participative, communautaire et partagée) de chaque nation et de chaque peuple.

Dans le monde entier, le changement climatique a maintenant un impact profond sur l'agriculture et sur les modes de vie des peuples indigènes et des paysans ; cet impact va empirer à l'avenir.

L'agro-industrie, avec son modèle social, économique et culturel de production capitaliste globalisée et sa logique qui consiste à produire des aliments pour le marché et non pas pour respecter le droit à une alimentation appropriée, est l'une des causes principales du changement climatique. Son approche technologique, commerciale et politique ne fait qu'exacerber la crise du changement climatique et augmenter la faim dans le monde. Pour cette raison, nous rejetons les Accords de libre-échange, les Accords d'associations et toutes les formes d'application des droits de la propriété intellectuelle sur la vie, les technologies actuellement à la mode (agrochimie, modifications génétiques) et celles qui proposent de fausses solutions (biocarburants, géo-ingénierie, nanotechnologies, etc..) et ne font qu'aggraver la crise en cours.

De même, nous dénonçons la façon qu'a le modèle capitaliste d'imposer des projets de méga-infrastructures et d'envahir des territoires avec des projets d'extraction, de privatisation de l'eau et de militarisation, expulsant des peuples indigènes de leurs terres, faisant obstacle à la souveraineté alimentaire et approfondissant la crise socio-environnementale.

Nous exigeons la reconnaissance du droit de tous les peuples, être vivants et Mère terre, d'avoir accès à l'eau et nous appuyons la proposition du Gouvernement bolivien de reconnaître l'eau comme un Droit humain fondamental..

La définition des forêts utilisée lors des négociations de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique, qui inclut les plantations, est inacceptable. Les plantations en monoculture ne sont pas des forêts. Nous demandons donc que, lors de négociations, une définition qui reconnaisse les forêts vierges, les jungles et les différents écosystèmes de la terre soit adoptée

La Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples indigènes doit être totalement reconnue et intégrée aux négociations sur le changement climatique. La meilleure stratégie et les actions les plus efficaces pour éviter la déforestation et la dégradation des forêts vierges et des jungles, et mieux les protéger, est de reconnaître et de garantir les droits collectifs aux terres et aux territoires, surtout si l'on considère que la plupart de ces forêts sont situées sur les territoires de peuples et des nations indigènes et d'autres communautés traditionnelles.

Nous condamnons les mécanismes de marché tels que REDD (réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts), ainsi que ses versions + et ++, qui violent la souveraineté des peuples et leur droit à un choix préalable librement consenti, de même que la souveraineté des Etats nationaux, les coutumes des peuples et les droits de la nature.

Les pays pollueurs ont l'o-reser amt l'e72(f)9(f7-8(e)-c(l)-t(l)-8(u)-8(e)-r

Nous demandons l'application complète et effective du droit à la consultation, à la participation et au consentement préalable libre et informé des peuples indigènes lors de tout processus de négociation, et l'élaboration et l'application de mesures en relation avec le changement climatique.

La dégradation de l'environnement et le changement climatique atteignent actuellement des niveaux préoccupants, et les migrations internes et internationales en sont l'une des principales conséquences. Selon des évaluations, il y avait déjà en 1995 environ 25 millions de réfugiés climatiques. On en estime le nombre actuellement à environ 50 millions et on évalue à entre 200 millions et un milliard le nombre d'individus qui seront déplacés à cause de situations résultant du changement climatique d'ici à 2050.

Les pays développés devraient assumer leurs responsabilités face aux réfugiés climatiques, les accueillir sur leurs territoires et reconnaître leurs droits fondamentaux en signant des conventions internationales définissant ce qu'on appelle un réfugié climatique et exigeant de tout Etat qu'il applique ces conventions.

Etablir un Tribunal international des consciences qui dénonce, matérialise, documente, juge et punisse les violations des droits des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées, que ce soit dans leur pays d'origine, en transit ou dans le pays de destination, en identifiant clairement les responsabilités des Etats, des entreprises et d'autres agents.

Les financements actuellement destinés aux pays en développement pour lutter contre le changement climatique et la proposition de l'Accord de Copenhague sont insignifiants. En plus de l'aide actuelle au développement et des fonds publics, les pays développés doivent prendre l'engagement de donner chaque année au moins 6% de leur PNB pour battre en brèche le changement climatique dans les pays en développement. Ceci est parfaitement viable si l'on considère qu'un montant similaire est dépensé pour la défense nationale et que l'on a injecté cinq fois plus d'argent pour aller au secours des banques en faillite et des spéculateurs, ce qui pose de sérieuses questions au sujet des priorités générales et de la volonté politique. Ce financement devrait être direct et inconditionnel et ne devrait pas interférer avec la souveraineté nationale ou le droit à l'auto-détermination des communautés et des groupes les plus affectés.

Au vu de l'inefficacité des dispositifs actuellement en vigueur, un nouveau mode de financement devrait être mis sur pieds lors de la Conférence sur le changement climatique de 2010 au Mexique, sous la direction de la COP) de la Convention-cadre des Nations Unies pour le

changement climatique (CCNUCC) et devant lui rendre des comptes, avec une représentation significative des pays en développement, pour assurer le respect des engagements de financement des pays de l'Annexe 1.

Il a été déclaré que les pays développés ont augmenté leur émissions de manière significative entre 1990 et 2007, malgré leurs allégations que la réduction serait substantiellement appuyée par les mécanismes du marché.

Le marché du carbone est devenu un commerce lucratif, faisant de notre Terre-Mère un article de commerce. Ce n'est donc pas une alternative valable pour faire face au changement climatique, puisqu'il pille et ravage la terre, l'eau et même la vie.

La crise financière récente a démontré que le marché est dans l'incapacité de réguler le système financier, qui est fragile et incertain à cause de la spéculation et de l'émergence des courtiers intermédiaires. Il serait de ce fait totalement irresponsable de laisser le soin et la protection de l'existence humaine et de notre Terre-Mère entre leurs mains.

Il est inadmissible que les négociations en cours proposent la création de nouveaux dispositifs qui étendent et font la promotion du marché du carbone, alors que les dispositifs existants n'ont ni résolu le problème du changement climatique, ni conduit à des actions réelles et directes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il est nécessaire d'exiger des pays développés qu'ils remplissent les engagements pris dans le cadre de la CCNUCC en matière de développement et de transferts de technologies, et qu'ils renoncent à proposer des « vitrines technologiques » qui ne font que commercialiser de la technologie. Il est essentiel d'établir des directives destinées à la création d'un mécanisme multilatéral et pluridisciplinaire pour le contrôle, la gestion et l'évaluation coopératifs des échanges de technologies. Ces technologies doivent être utiles, propres et socialement irréprochables. De même, il est fondamental d'établir un fonds pour le financement et l'inventaire des technologies appropriées et libres de droits de propriété intellectuelle. Les brevets en particulier devraient passer des mains de monopoles privés au domaine public afin de garantir leur accessibilité et un coût peu élevé.

La connaissance et ses applications technologiques sont universelles et ne devraient en aucun cas faire l'objet de propriété privée ou d'usage privé. Les pays développés sont responsables du partage de leur technologie avec les pays en développement, de la construction dans ces pays de centres de recherche pour la création de technologies et d'innovations, et de la défense et de la promotion de leur déve-

loppement et de leurs applications en matière de « bien-vivre ». Le monde doit redécouvrir et réapprendre les principes ancestraux et les approches des peuples indigènes pour arrêter la destruction de la planète ; il doit également promouvoir les pratiques, les connaissances et la spiritualité ancestrales afin de retrouver la capacité de « bien vivre » en harmonie avec la Terre-Mère.

Compte tenu du manque de volonté politique de la part des pays développés pour respecter effectivement leurs engagements et obligations vis-à-vis de la CCNUCC et du Protocole de Kyoto, et étant donné le manque d'organisme international légal chargé de prévenir et de sanctionner les crimes envers le climat et l'environnement en violation des droits de la Terre Mère et de l'humanité, nous exigeons la création d'un Tribunal international pour la justice climatique et environnementale qui ait la capacité légale de prévenir, juger et pénaliser les Etats, l'industrie et les personnes qui volontairement ou par omission polluent ou provoquent le changement climatique.

Nous entendons soutenir les Etats qui déposent plainte auprès du Tribunal international pour la justice climatique et environnementale contre les pays développés qui ne remplissent pas leurs obligations envers la CCNUCC et le Protocole de Kyoto et ne tiennent pas leurs engagements de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Nous demandons instamment aux peuples de proposer et de promouvoir des réformes profondes au sein des Nations Unies, afin que tous les Etats membres observent les décisions du Tribunal international pour la justice climatique et environnementale.

L'avenir de l'humanité est en danger et nous ne pouvons pas permettre à un groupe de dirigeants des pays développés de décider pour tous les autres pays, comme ils ont essayé (sans succès) de le faire lors de la Conférence des Parties à Copenhague. Cette décision nous concerne tous. Il est donc essentiel de lancer un référendum mondial ou une consultation populaire sur le changement climatique par laquelle tou-te-s seront consultés en ce qui concerne les points suivants : le niveau de réduction des émissions des pays développés et des sociétés multinationales, le niveau de financement offert par les pays développés, la création d'un Tribunal international pour la justice climatique et environnemental, le besoin d'une Déclaration universelle des droits de la Terre-Mère, et le besoin de changer le système capitaliste actuel. Le processus de référendum mondial ou de consultation populaire dépendra du processus de préparation garant de son succès.

Afin de coordonner notre action internationale et d'obtenir des résultats de cet « Accord des Peuples »,

nous appelons à la mise sur pied d'un Mouvement mondial des peuples pour la Terre-Mère, qui devrait avoir pour base les principes de complémentarité et de respect pour la diversité des origines et des visions de ses membres, établissant ainsi un espace large et démocratique pour la coordination et les actions communes dans le monde entier.

Dans ce but, nous adoptons le plan global d'action ci-joint pour qu'au Mexique les pays développés listés dans l'Annexe 1 respectent le cadre légal existant et réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre de 50%, et que les différentes propositions contenues dans cet accord soient adoptées.

Finalement, nous décidons de tenir une Seconde conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère en 2011 comme faisant partie du processus de construction du Mouvement mondial des peuples pour la Terre-Mère et en réaction aux résultats de la Conférence sur le changement climatique qui se tiendra à la fin de cette année à Cancún au Mexique.

Traduit ver le français dans le cadre du projet www.m-e-dium.net

Appel au Sommet alternatif des Peuples, Enlazando Alternativas 4 Madrid, 14 au 18 mai 2010

En mai 2010, sous la présidence espagnole de l'Union Européenne, se réuniront à Madrid les Présidents et Chefs d'Etat de l'Union européenne, de l'Amérique latine et de la Caraïbe. Le « vieux continent », transformé aujourd'hui en Europe du capital et de la guerre cherchera lors de ce nouveau sommet à impulser des politiques et des mécanismes destinés à favoriser le capital financier et les grandes transnationales à travers le saccage des ressources naturelles et la privatisation des services publics déguisés en promesses de développement. Ce sommet se déroulera sous l'effet d'une crise financière, économique, environnementale et sociale qui a provoqué en Europe plus de chômage et de précarité et en Amérique latine plus de pauvreté et d'exclusion sociale.

En Europe, les mouvements sociaux et les organisations assistent à une avancée progressive des droites et à une attaque, de plus en plus tranchée et agressive, de l'ensemble des droits et conquêtes des travailleurs et des avancées économiques, politiques, sociales, culturelles et environnementales. La récente approbation du Traité de Lisbonne - obtenue anti-démocratiquement puisque sans la participation directe de la population - servira, entre autre, les intérêts des transnationales à travers les accords de libre commerce et la libéralisation des investissements, au mépris des droits des peuples et de l'environnement. L'Europe forteresse, militarisée, xénophobe, inhumaine, avec moins de services publics et plus de privatisations n'est pas notre Europe. A cette Europe du capital, de la guerre et des crises qu'elle génère, nous opposons la solidarité entre les peuples.

En Amérique latine et dans la Caraïbe, les résistances des mouvements sociaux continuent de se développer et, à côté de quelques gouvernements latino-américains, elles luttent pour défendre leur souveraineté et mener à bien, malgré les difficultés et les contradictions, de nouveaux projets politiques de changement social. Ces efforts sont attaqués lors d'actions criminelles comme le Coup d'Etat au Honduras, qui constitue une menace objective pour tout le continent. De même que l'arrivée de

Barack Obama n'a pas provoqué un changement de politique des Etats-Unis pour la région – comme le montre l'installation de bases militaires en Colombie - l'Union européenne, alors même que nous fêtons le bicentenaire des Indépendances, attaque les processus d'intégration régionale, en utilisant comme figure de proue le gouvernement espagnol et ses transnationales. Sous couvert de coopération et développement avec les traités de libre commerce, les nouvelles caravelles de la re-conquête ne cherchent qu'à consolider leur domination dans la région.

Le Réseau bi-régional Europe Amérique Latine et Caraïbe « Enlazando Alternativas » se mobilise pour la quatrième fois pour la construction d'un espace politique bi-régional. Comme nous l'avons fait à Guadalajara au Mexique (2004), à Vienne en Autriche (2006) et à Lima au Pérou (2008), le Sommet Alternatif des Peuples « Enlazando Alternativas 4 », du 14 au 18 mai 2010, servira à faire émerger de nouvelles convergences solidaires entre nos peuples, à renforcer les résistances populaires émergentes et à construire un espace politique et de mobilisation bi-régionale, et ce, malgré la criminalisation des mouvements sociaux.

Nous appelons tous les réseaux sociaux, syndicaux, les forces politiques et les mouvements de la société civile à se joindre au processus de préparation et à participer à Madrid au Sommet Alternatif des Peuples « Enlazando Alternativas 4 », pour défendre la souveraineté des peuples, les droits humains, la démocratie participative, les droits syndicaux, des femmes, des peuples indigènes, la justice sociale, la défense de l'environnement, pour lutter contre le changement climatique et pour la paix, où que ce soit.

Nous ne sommes pas invisibles, nous l'avons démontré. Comme disait Gandhi « d'abord on t'ignore, ensuite on se moque de toi, puis on lutte contre toi et finalement c'est toi qui gagnes »... Ils sont actuellement en lutte contre nous.

SVP, signez l'appel ou envoyer un mail: red.enlazandoalternativas@gmail.com

<http://www.enlazandoalternativas.org/spip.php?article534>

Style de vie traditionnel et développement local

L'une des questions les plus complexes et difficiles auxquelles sont confrontées les peuples autochtones de notre planète est comment, ou même s'ils doivent ou non concilier leur style de vie traditionnel avec ce qui peut être considérée comme du véritable développement local durable. J'ai récemment eu le très grand privilège de passer une semaine en visite chez mon ami Maasaï, Adam Kuleit ole Mwarabu à Parakuyo en Tanzanie. L'an dernier, j'avais rencontré Adam en Tunisie pendant que je travaillais avec le lobby de la société civile lors des négociations du traité de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) sur les ressources phytogénétiques; j'avais beaucoup admiré sa façon de concilier tradition et modernité. Après tout, il y a peu de gens qui peuvent se tenir debout devant une Assemblée de l'ONU en tenue traditionnelle Maasaï (dont il est toujours vêtu) et faire une présentation Powerpoint ... En octobre dernier, j'ai profité de l'occasion d'une visite chez mon fils Kenyien, Ruwa, au nord de Mombasa, pour ensuite prendre une envolée de Mombasa et me rendre à Dar-es-Salaam, en Tanzanie et voyager par autocar pour visiter Adam et sa famille.

Trop souvent, notre vision du développement local durable est culturellement teintée des notions occidentales de progrès, et omet de prendre en compte des questions de la sagesse des traditions locales. Encore pire, de nombreux peuples indigènes s'engagent à ce qu'on appelle la «modernité», au détriment de leurs pratiques traditionnelles. L'effet combiné de l'exploitation des ressources minérales et foncières par des intérêts étrangers, l'avarice de certains êtres humains, le changement climatique, la perte de la biodiversité et de l'équilibre naturel entre les écosystèmes

traditionnels, font qu'il existe une forme de développement local qui mène à terme à tout sauf au développement durable.

Mais l'éducation peut être considérée comme faisant partie de la voie à suivre. Cet article tente de raconter une partie de l'histoire, du vécu, de la population Maasaï de Parakuyo, un petit village à environ 60km de Morogoro dans le district de Kilosa de Tanzanie, d'Adam ole Kuleit Mwarabu et sa famille, son collègue Pololet Mgema, et Peter John Mruma, directeur de l'école secondaire Parakuyo. C'est le résultat d'un temps très privilégié passé là-bas en novembre dernier. Le village a une population de plus de 4000 habitants, possédant des animaux d'élevage comme des bovins, des moutons, des chèvres et des ânes sur une superficie de 30 000 ha.

Une société traditionnelle fondée sur l'équilibre harmonieux entre les hommes, les femmes et la nature: le contexte.

Peu de gens sont conscients de l'équilibre traditionnel et complexe de la société Parakuiyo Masaï. Ce sont des pastoralistes, et leurs terres sont traditionnellement considérées comme un bien commun. Leur territoire est situé à la fois au Kenya et en Tanzanie. Leur société est basée sur les traditions qui sont transmises de génération en génération. Elle est ouverte d'esprit dans son fondement humaniste, structurée dans une sagesse spirituelle profonde, une connaissance des vertus médicales des plantes et des arbres, et une pratique sociale ancrée dans l'honneur, la loyauté, le partage et le respect. Leur société est également fondée sur la sagesse de la médiation et la résolution des conflits plutôt que l'agression.

Leurs pratiques pastorales sont ancrées dans une connaissance historique profonde de leurs terres

et de l'alternance de saisons sèches et pluvieuses. Elle inclut la cohabitation avec la faune, et une différence naturellement équilibrée entre la façon que les vaches pâturent (elles mangent l'herbe longue), et les autres animaux qui ne mangent que de l'herbe courte et broutent les arbres d'acacias et autres plantes. La sécheresse n'est pas un phénomène nouveau dans ces régions, mais l'accès historique aux pâturages de montagne alternant avec le pâturage des steppes dans les plaines permettait auparavant que les écosystèmes et les bovins survivent. Contrairement aux opinions exprimées à haute voix par de nombreux organismes se réclamant de développement, les Maasaï n'ont jamais détruit la terre. Tout à fait au contraire: leurs systèmes de pâturage en rotation ont été un facteur important pour la conservation! Jusqu'à très récemment, ils étaient un peuple riche, avec des troupeaux de plusieurs milliers de têtes de bétail, même s'ils n'accordent pas nécessairement beaucoup d'importance traditionnelle à l'argent en soi, puisqu'ils ont toujours utilisé un système de troc, et payé la dot et le rétablissement de la paix avec du bétail.

La réforme agraire, l'accaparement de terres et la violation des droits de l'homme et des animaux.

Les réformes agraires coloniales et postcoloniales ont fréquemment accordé des droits fonciers privés à la fois aux réserves naturelles pour la faune et aux parcs (à utiliser pour exploiter le tourisme), et ont introduit le style occidental d'élevage intensif de bétail en ranch sur les meilleures terres qui ont été allouées à la fois aux populations élites noires et blanches.

Les Maasaï sont devenus progressivement marginalisés et dépossédés de leurs terres. Ils ont été exclus de leurs terres pastorales traditionnelles comme le Mara (devenu la célèbre réserve nationale de Maasaï Mara au Kenya), et le cratère du Ngorongoro en Tanzanie. Pour un peuple dont la terre est un territoire commun contenant des ressources, plutôt qu'une ressource destinée à être appropriée par des particuliers (ou l'État), ces approches sont en contradiction totale avec la façon traditionnelle des Maasaï qui visent à toujours gouverner par des conventions

sociales et politiques qui réduisent les risques d'un climat imprévisible et les conditions semi-arides. L'équilibre de la culture et la nature a permis aux Maasaï de vivre en harmonie avec les autres créatures sur leurs terres.

Un exemple parmi plusieurs de l'accaparement des terres est illustré par l'un de plusieurs incidents qui se sont produits en 2009 (plusieurs incidents semblables ont eu lieu en 2006). Des communautés non pastoralistes ont massivement expulsé des pastoralistes de leurs terres traditionnelles en Tanzanie avec l'appui et la collusion du gouvernement. Ils ont introduit des ranchs modernes pour l'élevage intensif de bétail visant à exporter la viande. Ces agriculteurs ont pris possession de terres qui n'étaient pas les leurs, ont obtenu les titres des terres, et ont commencé l'exploitation agricole. Le gouvernement les soutenait, affirmant que les Maasaï étaient illettrés et pauvres. Leurs vaches ont été saisies et sont mortes de faim et de soif. Il y a eu des bagarres au sujet de la terre, et même des décès. Des maisons Maasaï ont été brûlées. L'accès à l'eau pour le pâturage est devenu un problème grave. Des vaches ont été confisquées, et les Maasaï ont dû payer une amende de 30 000 shillings tanzaniens (environ 18 euros) par tête, pour «atteinte à l'environnement» et 1,500,000 shillings tanzaniens (880 euros) pour les mettre dans des camions qu'ils devaient louer (des nouveaux frais) pour les retirer des «camps». Au cours de ces expulsions, les chefs traditionnels et l'évêque Maasaï Jacob Mameo du diocèse ELCT Morogoro se sont déplacés de village en village, organisant des réunions traditionnelles pour la mobilisation de plaidoyer et de revendications. Les pasteurs nomades expulsés ont informé les membres des parlements, de l'Union européenne, des Nations Unies, de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, ainsi que des Autorités Locales de cette grande violation des Droits de l'Homme et des Animaux, mais l'impact de cette information ne se fait pas encore sentir sur le terrain.

De leur richesse considérable (les vaches), les Maasaï se sont rapidement réduits à une communauté démunie: en général, les individus qui étaient propriétaire de 300 vaches les ont perdus du jour au lendemain. Les enfants n'étaient plus scolarisés, car leurs parents ne pouvaient plus se permettre de

payer les frais de scolarité. Ce fut bien sûr pas seulement inconstitutionnel, mais aussi une violation de la Déclaration des Nations Unies des Droits des Peuples Autochtones, des Droits Humains et aussi des Droits des Animaux ... Le premier ministre a créé une commission d'enquête en 2007, mais plus de deux ans plus tard, le rapport n'a toujours pas été publié. La position du gouvernement est demeurée l'une de donner priorité aux investissements étrangers dans les terres et le tourisme ... Les régions d'Arusha, Rukwa, Mbeya et Morogoro ont été les plus touchés. Une population de 10 000 pastoralistes ont perdu plus de 300 000 têtes de bétail. Les familles touchées ont été léguées par le gouvernement à mourir de faim et de maladie ...

Lutte contre vents et marées

La Parakuiyo Pastoralists Indigenous Community Development Organisation (organisation communautaire de développement des pastoralistes indigènes de Parakuiyo) a été fondée par la communauté comme une ONG informelle. Elle utilise le leadership traditionnel Maasaï comme une forme naturelle de gouvernance. En 2006, elle est devenue un organisme formel lui permettant de bénéficier d'un financement extérieur pour les projets locaux. Elle continue à faire avancer son travail avec succès au niveau international en matière de plaidoyer et de défense des droits Maasaïs et des pastoralistes. Elle est membre du PINGO's Forum, une plate-forme nationale créée en 1994 pour défendre les droits traditionnels des peuples indigènes, des pastoralistes et des chasseurs-cueilleurs. Les quatre objectifs sont les droits humains, les droits fonciers, l'éducation (secondaire et supérieure) et le développement des capacités.

Au village de Parakuyo lui-même, il y a plusieurs bornes-fontaines et toilettes à chasse d'eau, et quelques maisons non-traditionnelles ont même leurs propres douche et toilette à chasse d'eau. Les fillettes peuvent maintenant aller à l'école et ne pas avoir à marcher plus de quelques centaines de mètres pour puiser l'eau pour la cuisson: c'est un impact majeur pour leur donner accès à l'éducation. Il y a également une école primaire. Vicky, l'épouse d'Adam, y est professeure. La crise financière a fait que son salaire a été réduit, ce qui amplifie

leurs difficultés financières. Leur fille, Winnie, vit à environ une heure de route chez les parents de Vicky, afin qu'elle puisse fréquenter l'école maternelle, car il n'y en a aucune à Parakuyo. Ses parents paient quelqu'un pour l'emmener à l'école sur son vélo tous les jours, et la voient seulement pendant les vacances et une fois par mois ... Leur fils, Longishu, est encore un tout-petit, et plein des joies d'une vie remplie d'amour et de liberté relative (car étroitement surveillé par les uns et les autres). Ils vivent dans une seule pièce dans une maison fournie par l'école de Vicky. Les connexions Internet sont une aventure acrobatique, et Adam (qui est très grand) a souvent besoin de mettre son ordinateur sur une série de chaises sur la table pour obtenir un signal ... Comme un Aîné Junior, et leader bien respecté, Adam est constamment consulté sur toutes sortes de questions quand il est chez lui.

Au cœur du projet de village est l'école secondaire Parakuyo. Elle a été fondée en 2005 et inaugurée en 2007. Elle est fréquentée par 220 élèves. C'est la seule école secondaire internat Parakuiyo Maasaï en Tanzanie. Elle a été essentiellement financée par la communauté de familles Maasaï dont les enfants fréquentent l'école. Il y a également une subvention annuelle de 20 000 shillings pour chaque enfant qui fréquente l'établissement. Il y a des salles de classe et les dortoirs pour les classes 1-3. (Le système d'enseignement secondaire comprend les classes 1-4). Il y a un équilibre pratiquement égal entre les sexes, avec 45% de filles et 55% de garçons inscrits. 90% d'entre eux viennent de familles pastoralistes. Il y a cinq ans, très peu de filles fréquentaient l'école, mais une campagne de sensibilisation a été bien menée sur l'importance de l'éducation, soutenue par les aînés traditionnels. L'école secondaire de Parakuyo a été construite pour les enfants Parakuiyo Masai dans la région Morogoro et les régions environnantes. 90% des enfants de l'école secondaire sont des Maasaï Parakuiyo.

L'école utilise également des approches traditionnelles pour aider les jeunes à développer leur sens de responsabilités communautaires, en leur attribuant des plantes et des arbres à soigner. Après l'école, les élèves externes participent également aux

activités traditionnelles de l'élevage et de la vie du village.

Nombreux sont les défis auxquels l'école se trouve confrontée, certains d'entre eux urgent. Les enfants qui ont réussi les classes 1-3 se trouvent maintenant sans salles de classe ni dortoirs pour la quatrième et dernière année de leur éducation secondaire. Ils ne peuvent plus fréquenter une école qui ne les accomode plus. Également, il n'existe aucun laboratoire de sciences ni équipements. La cuisine, un peu plus d'une feuille de métal galvanisé sur un feu ouvert, utilise du bois plutôt que le gaz ou l'énergie solaire pour la préparation des repas, ce qui est loin d'être une solution écologique optimale. À part l'effort de levée des fonds pour les salles de classe et des dortoirs bien nécessaires, il y a aussi un projet d'éducation des adultes ...

Comme dit l'article, les communautés Maasaï sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis: les problèmes de droits humains, le changement climatique, l'accaprement des terres, la survie économique et la migration inévitable non pas vers de nouveaux pâturages et des prairies, mais vers les grandes villes et les centres touristiques, avec tout ce que cela implique. Quelles que soient les répercussions à venir de la politique gouvernementale ou du changement climatique sur la communauté d'éleveurs pastoralistes, l'accent mis à Parakuyo est sur l'éducation, fondée à la fois sur un système scolaire moderne et les traditions Maasaï qui font partie du projet Parakuiyo. C'est un élément important qui aidera ces jeunes à préserver leur identité et à affronter ce que l'avenir leur réserve.

Il existe deux variantes orthographiques utilisées dans cet article: Parakuiyo pour la communauté Maasaï, Parakuyo pour le village et l'école.

Auteur : Judith Hitchman

Article original en anglais

http://pingos.moportfolio.com/about_us

<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/en/drip.html>